

**MISSION DE REVUE INDEPENDANTE DE LA
CONFORMITE DE LA PASSATION DES MARCHES
DE LA SOCIETE NATIONALE DES HABITATIONS A
LOYER MODERE (SN HLM)**

AU TITRE DE LA GESTION 2014

GROUPE 5

RAPPORT DEFINITIF

AOÛT 2015

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

PRINCIPALES ABREVIATIONS ET/OU ACRONYMES	APPELATIONS COMPLETES / DETAILS
AC	Autorité Contractante
AGEROUTE	Agence des Travaux et de Gestion des Routes
AGPM	Avis Général de Passation des Marchés
AOO	Appels d’Offre Ouvert
AOR	Appel d’Offre Restreint
ARMP	Autorité de Régulation des Marchés Publics
BL	Bordereau de Livraison
CM	Commission des Marchés
CMP	Code des Marchés Publics
CNCA	Commission Nationale des Contrats de l’Administration
COA	Code des Obligations de l’Administration
CPM	Cellule de Passation des Marchés
DAC	Dossier d’Appel à la Concurrence
DAO	Dossier d’Appel d’Offres
DCMP	Direction Centrale des Marchés Publics
DRP	Demande de Renseignements et de Prix
ED	Entente Directe
MO	Maître d’Ouvrage
MOD	Maître d’Ouvrage Délégué
N/A	Non applicable
PI	Prestation Intellectuelle
PPM	Plan de Passation des Marchés
PRM	Personne Responsable des Marchés
PV	Procès verbal
PVO	Procès verbal d’ouverture des plis
SA	Société Anonyme
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SN	Société Nationale
SPM	Spécialiste en Passation des Marchés
TTC	Toutes Taxes Comprises
UEMOA	Union Economique Monétaire Ouest Africaine

SOMMAIRE

<u>Titres</u>	<u>N° de pages</u>
OPINION DE L'AUDITEUR	4
1. DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHÉS	6
2. CONTEXTE ET OBJECTIFS DE LA MISSION	12
3. PRESENTATION DE L'AUTORITE CONTRACTANTE	17
4. SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE	22
5. REVUE DE L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE / CONSTATS ET RECOMMANDATIONS DETAILLES	24
6. SYNTHESE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHÉS	27
7. REVUE DETAILLEE DES MARCHÉS / CONSTATS DETAILLES	29
8. SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS	54
9. SUIVI DES RECOMMANDATIONS ANTERIEURES	58
10. STATISTIQUES DES ANOMALIES	60
ANNEXES	

OPINION DE L'AUDITEUR

Messieurs,

En exécution de la mission qui nous a été confiée, nous avons procédé à une revue de la conformité de la passation des marchés par la Société Nationale des Habitations à Loyer Modéré (SN HLM).

Cette revue a été effectuée selon la méthodologie décrite dans les développements qui suivent par référence aux dispositions du Code des Marchés, complété par le Décret n°2007-546 portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) et par le Décret n° 2007-547 portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP).

Il a été également pris en compte les dispositions des arrêtés et circulaires portant application de ces décrets.

La mission a porté sur :

- La revue de l'organisation institutionnelle de la SN HLM ;
- La revue détaillée d'échantillons de marchés passés au titre de la gestion 2014 par la SN HLM et qui se chiffrent à :
 - F. CFA 9.486.087.898 soit 95 % des marchés passés en Appel d'Offres (AO),
 - F. CFA 162.689.870 soit 70 % des marchés passés par Demandes de Renseignements et de Prix (DRP).

Constats à l'issue de nos travaux :

1- Au plan institutionnel :

Un problème d'archivage et de classement des documents de passation des marchés se pose du fait de locaux exigus et de l'insuffisance en dotation d'équipement et de matériel de rangement.

Le Rapport annuel et les rapports trimestriels sur les marchés n'ont pas été produits pour l'exercice 2014.

- Le service d'audit interne n'a procédé, au cours de l'exercice, à aucun contrôle des procédures de passation des marchés ;
- Le manuel des procédures n'est pas d'actualité ; il date de 1996.

.../...

-2-

2- Au plan de la Passation des marchés :

La SN HLM a procédé à 21 modifications de son PPM, ce qui traduit une absence de maîtrise des procédures d'identification et d'estimation des besoins, en début d'exercice.

La mission n'a relevé aucune violation significative des procédures de passation des marchés. La seule réserve est relative aux manquements constatés quant au suivi des équipements et stocks acquis par la SN HLM.

Conclusion de l'auditeur :

Les performances de la SN HLM en matière de passation des marchés, pour la gestion 2014, peuvent être estimées comme satisfaisantes. La SN HLM doit cependant améliorer les procédures d'identification et d'estimation de ses besoins, afin de réduire les nombreux cas de modification du PPM constatés à l'occasion de cette mission.

Fait à Dakar, le 10 Août 2015

**Le Représentant du Groupement
Cabinet J. MONTEIL & Cie / M. BARRY**



Mamadou BARRY
Expert comptable - Auditeur
Membre de l'ONECCA

1.DISPOSITIF INSTITUTIONNEL ET PROCEDURES DE PASSATION DES MARCHES

Le système sénégalais des marchés publics est organisé dans un cadre juridique comprenant une partie législative et une partie réglementaire.

1.1 Cadre institutionnel et réglementaire :

Il est régi par un ensemble de textes parmi lesquels on peut noter :

- ✚ **Directive 4/2005/CM/ UEMOA du 09 Décembre 2005** portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- ✚ **Directive 5/2005/CM/UEMOA du 09 Décembre 2005** portant contrôle et régulation des marchés publics et des délégations de service public dans l'Union économique et monétaire ouest africaine ;
- ✚ **Loi organique 2011-15 du 08 Juillet 2011** relative aux lois de Finances, en application de la directive 06/2009/CM/UEMOA du 26 Juin 2009 ;
- ✚ **Loi 2006-16 du 30 juin 2006 modifiant la loi 65-61 du 19 Juillet 1965** portant Code des Obligations de l'Administration ;
- ✚ **Loi 2003-101 du 13 Mars 2003** portant Réglementation générale sur la comptabilité publique ;
- ✚ **Loi 90-07 du 26 juin 1990** relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic et au contrôle des personnes morales de droit privé bénéficiant du concours financier de la puissance publique ;
- ✚ **Loi n° 2013-10 du 28 décembre 2013** portant code des collectivités locales, modifiée ;
- ✚ **Loi 2009-20 du 04 Mai 2009** portant loi d'orientation sur les Agences d'exécution ;
- ✚ **Décret 2009-522** portant organisation et fonctionnement des agences d'exécution ;
- ✚ **Décret 2007-0434 du 23 Mars 2007 modifiant le décret 81-844 du 20 Aout 1981** relatif à la comptabilité des matières appartenant à l'Etat, aux Collectivités locales et aux Etablissements publics ;
- ✚ **Décret 2005-576 du 22 Juin 2005** portant charte de Transparence et d'Ethique en matière de marchés publics ;
- ✚ **Décret n°2011-1048 du 27 Juillet 2011** portant Code des Marchés Publics;
- ✚ **Décret 2007-546 du 25 Avril 2007 modifié par le décret 2010-1396 du 20 Octobre 2010** portant organisation et fonctionnement de l'Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP) ;
- ✚ **Décret 2007-547 du 25 Avril 2007** portant création de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- ✚ **Décision 0001/CRMP du 06 Mars 2008** fixant les délais impartis à la DCMP pour examiner les dossiers qui lui sont soumis.

- ✚ **Arrêté n°12.785 du 26 décembre 2012** en application des dispositions de l'article 140.a du CMP fixant les seuils de contrôle a priori des dossiers de passation des marchés;
- ✚ **Arrêté n°12.790 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 113 du CMP fixant les **seuils** en dessous desquels il n'est pas requis de garantie de soumission;
- ✚ **Arrêté n°12.791 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 114 du CMP fixant les seuils à partir desquels il est requis une garantie de bonne exécution;
- ✚ **Arrêté n°12.789 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 78-3-a du CMP relatif aux commandes pouvant être dispensées de la forme écrite et donner lieu à règlement sur mémoires ou factures;
- ✚ **Arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 35 du CMP relatif aux cellules de passation des marchés des autorités contractantes;
- ✚ **Arrêté n°12.788 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 44-f du CMP fixant le modèle d'engagement des candidats à respecter les dispositions de la Charte de Transparence et d'Ethique en matière de Marchés publics;
- ✚ **Arrêté n°12.786 du 26 décembre 2012** pris en application de l'article 36-1 du CMP et fixant le nombre et les conditions de désignation des membres des Commissions des Marchés des autorités contractantes;
- ✚ **Arrêté n°12.787 du 26 décembre 2012** relatif aux commissions régionales des marchés publics dans les régions autres que Dakar pris en application de l'article 36 alinéa 6 du Code des Marchés publics.
- ✚ **Un nouveau décret portant code des marchés publics, n°1212-2014 du 22 septembre 2014**, est aujourd'hui en place mais ne concerne pas le champ de l'audit.
- ✚ De nouveaux arrêtés ont été également pris pour l'application de ce nouveau décret portant CMP.

1.2 Les organes chargés de la passation des marchés :

1.2.1 La Cellule de Passation des Marchés :

Au niveau de chaque AC, il est mis en place une Cellule de Passation des Marchés chargée de veiller à la qualité des dossiers de passation des Marchés ainsi qu'au bon fonctionnement de la Commission des Marchés.

Les attributions de la CPM sont définies par l'**arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012** et portent, entre autres sur :

- L'examen préalable de tout document à soumettre à l'autorité contractante en matière de marchés publics,

- l'établissement, en début d'année, du plan consolidé annuel de passation des marchés publics,
- la tenue du Secrétariat de la Commission des Marchés,
- l'établissement de rapports trimestriels sur la passation et l'exécution des marchés.

1.2.2 La Commission des Marchés :

L'arrêté n°12.786 du 26 décembre 2012 détermine la composition des Commissions des Marchés et fixe le nombre de leurs membres.

La Commission des Marchés est chargée notamment :

- de recevoir les offres des candidats à l'heure et à la date fixées par le DAO ;
- de les évaluer conformément aux prescriptions des cahiers de charges ;
- de proposer un attributaire provisoire à l'autorité contractante.

Les membres de la CPM et de La CM doivent appartenir au moins à la hiérarchie B ou cadre moyen.

1.3 Les entités de régulation et de contrôle :

Le décret 2011-1048 du 27 Juillet 2011 portant Code des Marchés distingue les fonctions de contrôle à priori assurées par la DCMP et celles de contrôle à posteriori et de régulation dévolues à l'ARMP.

1.3.1 La Direction Centrale des Marches Publics (DCMP) :

Le contrôle a priori est confié à la DCMP qui émet des avis sur les dossiers types, les décisions d'attribution selon des seuils fixés et procède à l'immatriculation des marchés dûment approuvés.

La DCMP, structure administrative placée sous l'autorité du Ministre de l'Economie et des Finances, est créée par le Décret 2007-547 du 25 Avril 2007.

1.3.2 L'autorité de Régulation Des Marches Publics (ARMP) :

L'ARMP dont l'organisation et le fonctionnement découlent du décret 2007-546 du 25 Avril 2007 comprend trois structures essentielles :

- le Conseil de Régulation (CR) chargé de l'orientation ;
- le Comité de Règlement des Différends (CRD) qui statue sur les litiges non juridictionnels ;
- la Direction Générale chargée de la gestion et de l'application de la politique générale de l'ARMP sous le contrôle du Conseil de Régulation.

1.4 Les seuils de passation des marchés :

Le Code des Marchés Publics, en son article 53, détermine des seuils de passation en fonction de la valeur des marchés de l'Etat, des Collectivités locales, des Sociétés nationales, des Sociétés anonymes à participation publique majoritaire et les agences ou autres organismes ayant la personnalité morale comme suit :

<i>Marchés</i>	<i>Etat, Collectivités Locales, Etablissements Publics</i>	<i>Sociétés Nationales, Sociétés Anonymes, Agences et autres</i>
travaux	25 000 000	50 000 000
services et fournitures courantes	15 000 000	30 000 000
prestations intellectuelles	25 000 000	30 000 000

Les montants inférieurs à ces seuils relèvent de la procédure spécifique de demande de renseignements et de prix (DRP) (Article 78 du CMP).

1.5 Les modes de passation des marchés :

Les différents modes de passation des marchés publics sont définis à l'article 60 du CMP :

- l'appel d'offres ouvert (AOO) ;
- l'appel d'offres ouvert avec pré qualification;
- l'appel d'offres restreint (AOR) ;
- l'appel d'offres en deux étapes.

La procédure dérogatoire des marchés passés par entente directe est régie par les articles 76 et 77 du CMP.

1.6 Les procédures de passation des marchés :

Les Autorités contractantes établissent leurs prévisions de dépenses pour la gestion à venir (budgets).

Elles établissent un **Plan de Passation des Marchés** (PPM), pour les marchés d'un certain seuil, et un **Avis Général de Passation des Marchés**, transmis à la DCMP et à publier dans les conditions fixées par le décret n° 2007-545.

Elles procèdent à des consultations, selon un des modes de passation des marchés ci-après et en respectant les modalités de publicité et d'avis préalable de la DCMP définies par le Code des Marchés :

- Appel d'Offres Ouvert (AOO),
- Appel d'Offres Restreint (AOR),
- Prestations Intellectuelles (PI),
- Demandes de Renseignements et de Prix (DRP),
- Entente Directe (ED).

1.7 Les procédures d’approbation des marchés :

En fonction de seuils fixés et du type d’autorité contractante (structure d’Etat, Etablissements Publics, Agences, Sociétés Nationales), les marchés sont portés à l’approbation du Premier Ministre, du Ministre, du Représentant de l’Etat ou du Conseil d’Administration de la société.

1.8 Les procédures d’exécution du marché :

L’exécution du marché (réception, paiement) est assurée par l’Autorité Contractante.

1.9 Les rapports périodiques sur les marchés :

Les **Cellules de Passation des Marchés** de chaque Autorité Contractante doivent établir, en cours d’année, des rapports trimestriels à transmettre à la DCMP.

Les **Commissions des Marchés** doivent établir, avant le 31 mars de chaque année, à l’intention de l’ARMP, un rapport annuel sur l’ensemble des marchés publics de l’année précédente.

La **Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP)** publie périodiquement les statistiques relatives aux marchés publics.

L’**Autorité de Régulation des Marchés Publics (ARMP)** rend compte, dans un Rapport Annuel, des contrôles effectués et des décisions prises à l’occasion des recours introduits auprès du Comité de Règlement des Différends.

2. OBJECTIFS DE LA MISSION ET METHODOLOGIE RETENUE

2.1 Objectifs de la mission :

La mission a pour objectif principal, de vérifier le processus de passation et d'exécution des marchés conclus entre le 1^{er} Janvier et le 31 décembre 2013, afin de mesurer le degré de respect des dispositions et procédures édictées par le Code des Marchés. Il s'agira principalement d'apprécier l'adéquation des procédures de passation des marchés et les modalités de gestion des contrats aux dispositions du CMP pour les dépenses effectuées par lesdites autorités contractantes.

La mission comprend les objectifs spécifiques suivants :

- (i). se faire une opinion sur les procédures de passation de marchés adoptées pour les contrats sélectionnés ; **l'opinion doit être fournie individuellement pour chaque autorité contractante** ;
- (ii). vérifier la conformité des procédures aux principes généraux de liberté d'accès, d'économie, d'efficacité, d'équité et de transparence, édictés par le CMP ;
- (iii). fournir autant que possible, une opinion sur la qualité des contrats, incluant les aspects techniques et économiques ;
- (iv). identifier les cas de non-conformité des procédures avec les directives du CMP, en particulier dans les cas de rejet d'offres moins - disantes, de fractionnement de marchés, de non respect des dispositions préalables à la mise en concurrence, de non respect des éléments constitutifs des cahiers des charges, de non respect des seuils fixés pour les avenants, de non respect des règles de publicité et de communication, etc. ; pour chacune des autorités contractantes, le consultant apportera un jugement sur l'acceptabilité de telles situations relativement aux dispositions du CMP ;
- (v). procéder à la revue des plaintes des soumissionnaires pour évaluer l'exhaustivité, l'efficacité et la pertinence de leur traitement par l'autorité contractante et établir le pourcentage des plaintes traitées en conformité avec la réglementation en vigueur ; en ce qui concerne les plaintes finalement soumises au Comité de Règlement des Différends de l'ARMP, le consultant examinera aussi le degré d'application (en pourcentage), par l'autorité contractante, des décisions y relatives, de même que la pertinence de ces décisions ;
- (vi). pour les marchés sélectionnés atteignant les seuils de revue de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP), examiner la pertinence et la conformité à la réglementation des avis de cette direction ;
- (vii). dégager pour les contrats sélectionnés, les niveaux effectifs de décaissement par rapport au niveau d'exécution ;
- (viii). examiner et évaluer les situations d'attribution de marchés par entente directe : le consultant passera en revue l'ensemble des marchés passés par entente directe et déduira en fin de revue d'une part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré par rapport à l'ensemble des marchés passés par l'autorité contractante et, d'autre part, les pourcentages en montant et en nombre des marchés de gré à gré non conformes à la

réglementation en vigueur ; il évaluera aussi dans toute la mesure du possible la compétitivité des prix proposés dans les marchés par entente directe

(ix). examiner la conformité de l'organisation en matière de passation de marchés et, fournir, au regard des dispositions prévues par le CMP et ses textes d'application, des recommandations en ce qui concerne le fonctionnement et les capacités des commissions internes de marchés, des cellules de passation de marchés et des différents contrôles internes ;

(x). examiner les éventuels indices de fraude et de corruption ou d'autres pratiques (manœuvres collusoires, manœuvres restrictives, manœuvres obstructives) telles qu'elles sont définies par la réglementation en vigueur,

(xi). évaluer éventuellement le niveau de prise en compte des recommandations de l'audit précédent et leur application par l'Autorité contractante, ainsi que l'impact éventuel de ces mesures sur les pratiques au niveau de cette autorité,

(xii). Formuler des recommandations.

2.2 Méthodologie retenue :

Notre Cabinet a pris en considération les spécificités de la mission à réaliser et a établi, dans la section ci-après, un cadre pour la méthodologie proposée et l'approche d'audit à suivre. L'audit est réalisé en conformité avec les TDR, et inclut les tests et les procédures d'audit ainsi que les vérifications que nous avons jugées nécessaires au regard des circonstances.

Pour atteindre les objectifs de l'audit, nous procédons à des tests et contrôles aussi fréquents qu'il sera nécessaire. De manière générale, la méthodologie retenue a été la suivante:

2.2.1 Collecte préalable des données :

Au niveau de chaque autorité contractante, nous avons collecté certaines informations telles que requises par les courriers d'annonce de la mission d'audit des marchés publics, envoyés par l'ARMP aux autorités contractantes ciblées.

La collecte a concerné les documents suivants:

- La liste des partenaires financiers extérieurs
- Les actes de nomination des membres de la Cellule de Passation des marchés et de la Commission des Marchés,
- Manuel de procédures administratives et financières,
- Le budget annuel 2014 et les rapports d'exécution budgétaire,
- Les états financiers 2014,
- La balance des fournisseurs prestataires 2014,
- La situation des paiements 2014,
- Tableau des marchés et commandes 2014,
- Plan de passation des marchés et des avis généraux 2014,

- Les documents de marché (les contrats et annexes) 2014,
- Les dossiers de consultation 2014,
- Les soumissions des candidats non attributaires 2014,
- Les bons de commandes 2014,
- Les PV de réception 2014,
- Le livre des stocks 2014,
- Les fiches d'entrée et de sortie des stocks 2014,
- Les habilitations des signataires des marchés 2014,
- Les courriers relatifs aux marchés et commandes classés 2014,
- Les avis d'attribution et les lettres d'information aux candidats non retenus 2014,
- Les rapports d'analyse et d'évaluation des offres 2014,
- Les courriers échangés avec la DCMP 2014,
- Les rapports trimestriels sur les marchés et le rapport annuel sur les marchés de 2014,
- Et tout autre document utile au bon accomplissement de la mission pour la gestion 2014.

2.2.2 Revue de l'organisation institutionnelle de l'Autorité Contractante :

La revue a consisté en un contrôle des modalités de mise en place et de fonctionnement des Commissions des Marchés et des Cellules de Passation des Marchés et en une appréciation de l'efficacité du système de classement des documents de passation des marchés ; de même, il a été passé en revue les relations entre les Commissions des Marchés, les Cellules de Passations et l'ARMP et la DCMP.

Des demandes ont été adressées par l'Auditeur à la DCMP, pour la confirmation de la réception de la liste des membres des Commissions de Marchés et des Cellules de Passation des Marchés, des Plans de Passation des Marchés, et des rapports trimestriels des Cellules de Passation des Marchés des Autorités Contractantes, au titre de la gestion 2014.

2.2.3 Contrôle au départ de l'exhaustivité des données fournies par l'Autorité Contractante :

Cette étape – importante à plus d'un titre- a été couverte par le recoupement des données fournies par les Situations, Etats et Rapports suivants :

- Budget 2014 exécuté de l'Autorité Contractante ;
- Plan de Passation de Marchés 2014 de l'Autorité Contractante ;
- Etats financiers au 31 décembre 2014 (Bilan, Compte de Résultat) et Grand-Livre des comptes de l'Autorité Contractante pour retracer les opérations (investissements et dépenses de fonctionnement) de 2014;
- Rapport d'activités 2014 de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;
- Données statistiques sur les marchés immatriculés en 2014 à partir du site web de la Direction Centrale des Marchés Publics (DCMP) ;

- Rapport Annuel 2014 de l'Autorité de Régulation des Marchés (ARMP) (notamment pour les aspects liés à l'organisation des Cellules de Passation des Marchés et aux recours introduits par les parties concernées par la passation des marchés).

Le recoupement des données issues de ces différents documents a permis de vérifier et de mettre en évidence les marchés (Appels d'Offres, DRP) révélés par l'Autorité Contractante à l'Auditeur, au départ de la mission.

2.2.4 Constitution de l'échantillon :

L'Auditeur a constitué l'échantillon :

- selon les modalités définies par les Termes de Références ;
- ou bien, lorsque les marchés passés n'étaient pas en nombre significatif, à 100 % des dossiers ;
- et, en y ajoutant systématiquement les transactions intervenues sans appel d'offres ou DRP.

2.2.5 Revue détaillée des marchés retenus :

Une revue détaillée des marchés a été effectuée :

- contrôle sur pièces et appréciation des procédures appliquées par rapport aux dispositions du Code des Marchés ;
- analyse des contrats établis ;
- vérifications physiques, dans le cas où ces vérifications s'avèrent possibles ;
- dans certains cas, contrôle de la compétitivité des prix ;
- contrôle du niveau et du rythme des paiements.

3. PRESENTATION RESUMEE DE L'AUTORITE CONTRACTANTE

3- PRESENTATION DE L'AUTORITE CONTRACTANTE :

Historique

Pour circonscrire les problèmes liés à la structuration du milieu urbain et au développement accéléré des grandes villes, qui découlent en partie de l'exode massif des populations rurales éprouvées par les effets néfastes de la sécheresse, le Sénégal s'est très vite attelé, à la veille de l'indépendance, à renforcer la capacité de production des structures dans le domaine de l'habitat en créant par l'ordonnance 59-026 du 18 mars 1959 un Commissariat à l'Urbanisme et à l'Habitat. Ce dernier comprend le Service des Etudes, le Fonds d'Amélioration de l'Habitat Rural et l'Office des Habitations à Loyer Modéré. De 1959 date de sa création par ladite ordonnance notamment en son article cinq, l'organisation de l'Office des HLM n'a cessé d'évoluer suite aux recommandations des bureaux d'études et autres corps de contrôle de l'Etat. Ainsi, le décret n° 59-095 du 11 Mai 1959, modifié par le décret 60-012 du 14 janvier 1960, fixe les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Office des Habitations à Loyer Modéré (OHLM).

A partir de 1973, la mission originale de l'Office des HLM a été renforcée avec la mise en place d'une structure chargée de l'exécution et de la gestion du projet des Parcelles Assainies. La loi N°73-36 du 16 juin 1973 détermine la mission et le décret N° 73 - 586 du 26 juin 1973, fixe les règles d'organisation et de fonctionnement de l'Office des Habitations à Loyer Modéré.

Cadre juridique

La Société Nationale des Habitations à Loyer Modéré (SN-HLM) assure une bonne partie de la production de logements et de parcelles aménagées. Elle est une Société Nationale au sens de la loi N°87-19 du 03 août 1987, dotée d'une autonomie de gestion, ce qui suppose l'élimination de toute contrainte extérieure pouvant perturber son organisation, son administration et sa gestion dont elle est en conséquence pleinement responsable.

La Société Nationale des HLM exerce sa mission dans le respect des dispositions légales et réglementaires en vigueur au Sénégal, notamment :

- La loi N° 87-19 du 03 août 1987 relative à l'organisation et au contrôle des entreprises du secteur parapublic ;
- La loi 85-40 du 03 mai 1985 portant quatrième partie du code des obligations Civiles et Commerciales (les Sociétés Nationales) ;
- La loi du 28 décembre 1987 consacre la création de la Société Nationale des HLM. Cette dernière se substitue à l'établissement public à caractère industriel et commercial, Office Nationale des Habitations à Loyer Modéré, créé le 18 mars 1959 par ordonnance N°59-025.
- Le décret N°88-269 du 15 mars 1988 portant approbation des statuts de la Société Nationale des HLM.

1. Mission

Dans le cadre de l'élaboration des statuts de la société, un certain nombre de missions ont été fixées par l'Etat dont les plus importantes sont :

- ✓ De réaliser et de générer, en milieu urbain comme en rural, des constructions à usage d'habitation placées sous le régime de la location-vente ou de la location simple et destinées, en priorité, aux salariés assujettis à l'IRPP.

- ✓ D'assurer, dans le cadre des orientations du plan de développement Economique et Social en qualité de mandataire de l'Etat, la réalisation et la gestion de programmes de parcelles assainies dans les zones délimités par arrêté ;
- ✓ De viabiliser et d'urbaniser des terrains dans le but de procurer des parcelles équipées à une population qui y construira elle-même son propre logement ;
- ✓ De réaliser accessoirement des équipements à usage collectif et toute construction nécessaire à la vie économique et sociale ;
- ✓ D'accomplir toutes les opérations civiles, commerciales et financières nécessaires à la réalisation de son objet.

La SNHLM a signé avec l'Etat un contrat –plan signé dont l'objet est de fixer :

- ✓ Les objectifs assignés à la Société Nationale des HLM, notamment ses critères de performance qui peuvent être mesurés, suivis annuellement et révisés en cas de besoin ;
- ✓ Les engagements de l'Etat vis-à-vis de la Société Nationale des HLM ;
- ✓ Les moyens à mettre en œuvre par les deux parties pour la réalisation de ces objectifs ;
- ✓ Les relations qui doivent exister entre l'Etat, les collectivités et la Société Nationale des HLM pour une plus grande responsabilisation de celle-ci dans la réalisation des objectifs assignés par l'Etat.

2. Politique et objectifs

Politique et objectifs commerciaux

- ✓ Réaliser des logements et aménager des parcelles au moindre coût, de bonne qualité et accessible au plus grand nombre ;
- ✓ Améliorer la qualité de service rendu et l'image de marque de la Société ;
- ✓ Redynamiser la politique de recouvrement des créances

Politique et Objectifs techniques

- ✓ Assurer un niveau d'offre quantitativement suffisante et qualitativement satisfaisante ;
- ✓ Innover au niveau des systèmes constructifs et des parties d'aménagement pour un abaissement des coûts tout en sauvegardant la qualité technique des logements et réseau ;
- ✓ Améliorer l'encadrement opérationnel et développer les activités de contrôle.

Politique et objectifs en gestion de ressources humaines

- ✓ Adapter le niveau et la situation des ressources humaines aux exigences nouvelles aux préoccupations de la société face à la concurrence par un effort soutenu de formation appropriée ;
- ✓ Préparer et inciter les agents à développer des comportements nouveaux plus favorables à la prise en compte effective, par chacun d'eux, des actions contenues dans le plan d'entreprise qui sous-entend le contrat – plan signé avec l'Etat ;
- ✓ Assurer une parfaite maîtrise de l'évolution des effectifs et des charges du personnel ;
- ✓ Améliorer sensiblement la productivité des agents.

Politique et objectifs financiers

- ✓ Rechercher des ressources extérieures à partir de 1991 pour faire face aux investissements ;
- ✓ Se limiter à investir dans des projets rentables. Les éventuels investissements, à la demande de l'Etat, dans des projets non rentables devront être financés par l'état à hauteur du manque à gagner.

3. Les Organes de la SNHLM

La Société Nationale des HLM a été créée par la loi du 28 Décembre 1987. Elle se substitue à l'établissement public à caractère industriel et commercial : Office National des Habitations à Loyer Modéré, créée le 18 Mars 1959 par ordonnance N° 59-025.

L'approbation des statuts de la SNHLM a été faite par le décret N° 88-269 du 15 Mars 1988.

Les organes de la SNHLM sont :

- ❖ Le Conseil d'Administration ;
- ❖ Le Comité de Direction ;
- ❖ La Direction Générale :

La Direction Générale

La Direction Générale de la SNHLM est organisée en un Secrétariat Général, six (06) directions, trois (03) cellules et un cabinet de médecine d'entreprise :

a) Les structures rattachées à la Direction Générale :

- La cellule d'audit interne ;
- La cellule de contrôle interne ;
- La cellule des conseillers ;
- Le cabinet de médecine d'entreprise ;

b) Le Secrétariat Général auquel sont rattachées :

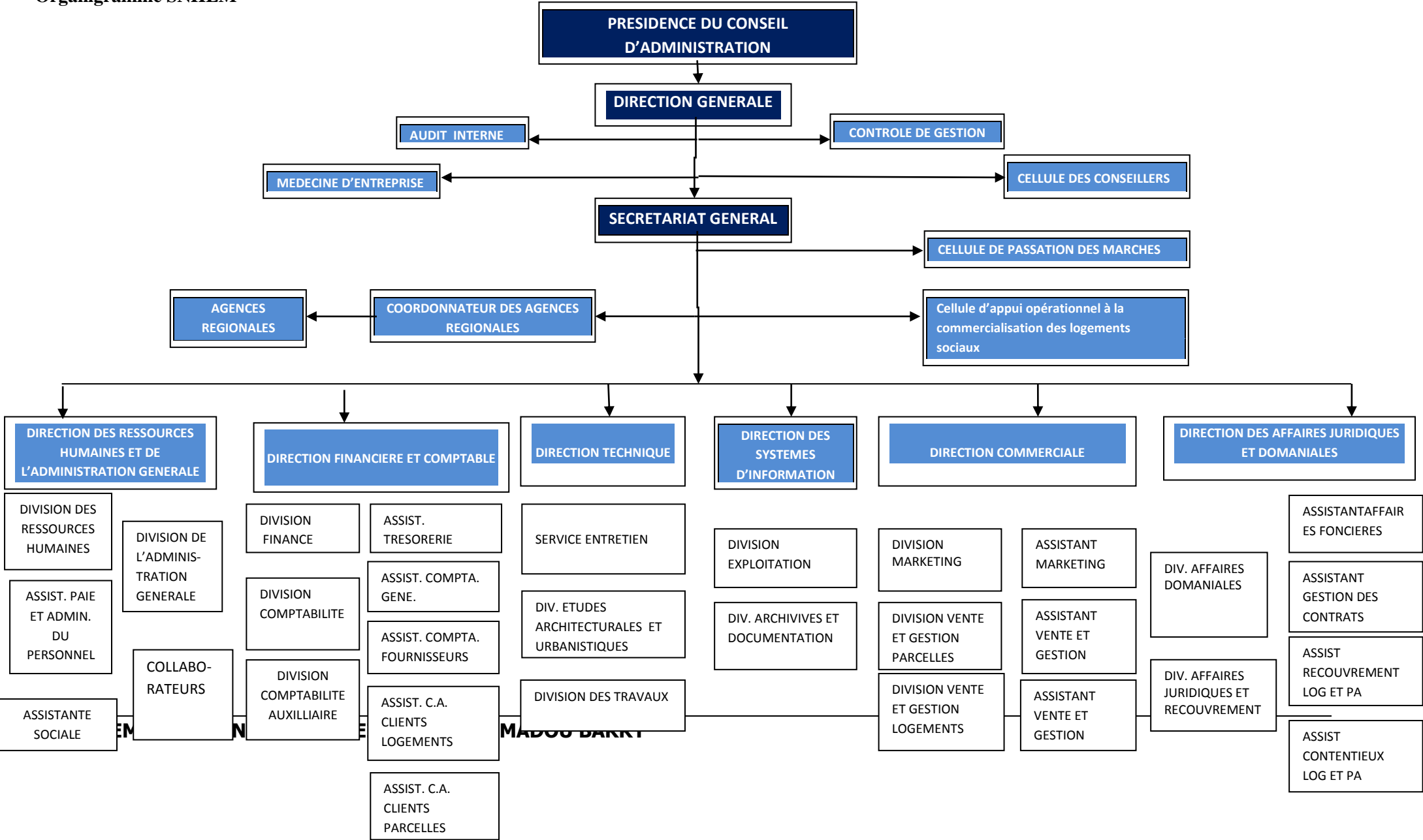
- Les Agences Régionales ;
- Le Coordonnateur des Agences Régionales ;
- La Cellule de Passation des Marchés ;
- La Cellule d'appui opérationnel à la commercialisation des logements sociaux ;

c) Les Directions :

- La Direction des Ressources Humaines et de l'Administration Générale ;
- La Direction Financière et Comptable ;
- La Direction Technique ;
- La Direction du Système d'Information ;
- La Direction Commerciale ;
- La Direction des Affaires Juridiques et Domaniales.

Organigramme de la SNHLM :

Organigramme SNHLM



4.SYNTHESE DES CONSTATS SUR L'ORGANISATION INSTITUTIONNELLE

- **Problème d’archivage et de classement des documents de passation des marchés :**

La CPM n’est pas suffisamment dotée en équipement et mobilier de rangement permettant un correct classement des documents de passation des marchés.

- **Charte de Transparence et d’Ethique :**

Elle n’est pas signée par les membres des comités techniques d’évaluation non membres de la CM.

- **Rapport annuel et rapports trimestriels sur les marchés :**

Ils n’ont pas été produits pour l’exercice 2014.

**5.REVUE DE L'ORGANISATION
INSTITUTIONNELLE / CONSTATS
ET RECOMMANDATIONS
DETAILLES**

5-1 Commission des marchés :

La commission des marchés de la SNHLM a été mise en place pour l'exercice 2014 par la Décision N°0273/SNHLM/DG/CPM/IW/AWN du 24 Décembre 2013 qui a été remplacée par la Décision N° 0203 du 16 Octobre 2014.

Elle est uniquement constituée d'agents de la SNHLM : quatre (04) membres titulaires et quatre (04) suppléants. Ils ont tous signé l'attestation de prise de connaissance de la charte de transparence et d'éthique.

Ces membres ont tous le niveau requis de formation pour être nommés.

5-1-1 Convocation des membres de la CM

Le délai de cinq jours francs n'est pas toujours respecté pour la convocation des membres de la CM.

5-1-2 Paiement des indemnités aux membres de la CM

Les sommes dues après les réunions de la CM ont été payées régulièrement à la suite de la tenue desdites réunions à tous les ayants droit.

Recommandations :

- Former et renforcer les capacités des agents de la CM en passation des marchés en partenariat avec l'ARMP et la DCMP ou par le recours à une expertise externe (consultant).
- Respecter les délais de cinq jours francs pour convoquer les réunions de la CM (Article 39 du CMP).

5-2 Cellule de passation des marchés :

La responsable de la CPM a été nommée par décision n°191/HLM/DRHAGE /DRH du 10 octobre 2014. Elle est appuyée dans sa mission par deux assistants qui ont les connaissances requises pour être au niveau de la dite structure.

La CPM dispose de deux bureaux mais n'est pas suffisamment dotée en équipement et mobilier de rangement pouvant permettre un bon classement des documents de marchés, notamment les offres des candidats.

Recommandations :

- Respecter et appliquer la loi 2006-19 du 30 juin 2009 relative à l'archivage des documents administratifs ;
- Recruter un personnel d'appoint, à former ou à renforcer les capacités en passation des marchés en partenariat avec l'ARMP et la DCMP ou par le recours à une expertise externe (consultant).
- Trouver un local d'archivage des dossiers de marché gérés par la CPM, Respecter et appliquer la résolution 23/09 du 08/04/09 du Conseil de Régulation de l'ARMP relative à l'adoption du manuel de classement et d'archivage des documents de passation des marchés ;

- Ouvrir des registres de transmission, de dépôt et de présence pour une meilleure traçabilité et une mise à disposition de documents d'observation des délais

5-3 Charte de Transparence et d’Ethique en matière de passation des marchés

Tous les membres de la CM et de la CPM ont eu à signer l’attestation de prise de connaissance de la Charte de Transparence et d’Ethique (CTE). Les documents signés ont été transmis à la DCMP et à l’ARMP.

Il faut noter cependant que les membres des comités techniques d’évaluation qui ne sont pas membres de la CM n’ont pas signé l’attestation de prise de connaissance de la CTE.

Recommandation :

Faire signer l’attestation de prise de connaissance de la CTE aux membres des comités techniques d’évaluation.

5-4 Production du rapport annuel et des rapports trimestriels

La CPM n’a pas produit les rapports trimestriels et annuel pour l’exercice 2014.

Recommandation :

Produire les rapports trimestriels et annuels conformément à l’arrêté n°12.783 du 26 décembre 2012.

6.SYNTHESE DES CONSTATS A L'ISSUE DE LA REVUE DES MARCHES

Les principaux constats ressortant de l'analyse de l'échantillon des marchés constitué par l'Auditeur sont les suivants :

- Le Plan de Passation des marchés de l'exercice 2014 a été modifié 20 fois : la première version a été publiée le 16/12/2013 et la dernière version, le 28/11/2014 ;
- Les procédures de passation des marchés sont globalement respectées par la SN HLM pour toutes les modalités de passation des marchés ; les seules réserves sont relatives au non respect du délai de cinq jours pour les convocations de la commission des marchés, la vérification des crédits suffisants pour certains marchés, la non publication des attributions définitives ;
- En ce qui concerne le suivi de l'exécution des marchés, les manquements relevés sont relatifs aux dysfonctionnements liés au suivi des matières (stocks) caractérisés par l'absence de nomenclature des équipements et des stocks et l'absence d'inventaires physiques réguliers ;
- Le service d'audit interne n'a procédé, au cours de l'exercice, à aucun contrôle des procédures de passation des marchés ;
- Le manuel des procédures n'est pas d'actualité ; il date de 1996.

7.REVUE DETAILLEE DES MARCHES / CONSTATS DETAILLES

7-1 Documents de programmation de la préparation des marchés

Ils sont essentiellement constitués du Plan de Passation des Marchés (PPM) et de l'Avis General de Passation des Marchés (AGPM).

Le Plan de Passation des Marchés (PPM) est une matrice de programmation des achats où figurent:

- Pour chaque acquisition, la fixation d'un objectif et d'une date butoir pour l'atteinte de cet objectif;
- La définition des étapes-clés qui doivent être franchies pour atteindre l'objectif dans les délais nécessaires pour chaque étape;
- En résultante de ce qui précède, la définition de la date limite pour le lancement des activités;
- L'identification des acteurs, des tâches confiées à chacun et des délais qui leur sont accordés;
- L'identification et la mise en place des moyens nécessaires à chaque acteur pour accomplir les tâches qui lui sont confiées;
- Le suivi permanent de la mise en œuvre.

A l'exception des marchés prévus à l'article 76.2, les marchés passés par les autorités contractantes sont inscrits dans les plans de passation des marchés, à peine de nullité.

L'Avis General de Passation des Marchés (AGPM) est un avis à publier dans des journaux de grande diffusion avant la fin du mois de janvier de l'année prévue pour leur passation conformément aux articles 6 et 56.

L'article 56 stipule que « les autorités contractantes sont tenues de publier chaque année un avis général recensant les marchés publics, dont les montants estimés atteignent les seuils visés à l'article 53 du présent décret (décret 2011-1048 du 27/07/2011), qu'elles prévoient de passer par appel à la concurrence durant l'exercice budgétaire sur la base du plan de passation des marchés établi conformément à l'article 6 du présent décret »

7-1-1 Plan de Passation des Marchés (PPM)

Le plan de passation des marchés de l'exercice 2014 a été publié sur le site des marchés publics. Il a été modifié 20 fois, ce qui fait un total de 21 versions disponibles sur le site.

La première version du PPM a été publiée le 16/12/2013.

La dernière et 21^{ème} version créée le 28/11/2014 comprend 83 marchés dont quinze (15) modifications, deux (02) suppressions et trente-trois (33) nouvelles réalisations.

Tous les marchés passés en revue figurent dans le PPM.

7-1-2 Avis General de Passation des Marchés (AGPM)

L'Avis Général de Passation de Marchés pour l'exercice 2014 a été publié dans le journal «Le Soleil» du 17 Décembre 2013. Tous les marchés passés par AOO y sont consignés conformément aux articles 6 et 53 du CMP.

7-2 Archivage des dossiers de passation des marchés

La CPM dispose de trois bureaux qui sont de moyenne superficie et ne peuvent pas recevoir les équipements de classements et d'archivage des documents de passation des marchés. Au vu de l'importance des marchés passés par la SNHLM et du nombre d'offres qui sont déposés, il est important de disposer d'un local exclusivement réservé à l'archivage de ces documents.

Ces derniers ne sont pas centralisés au niveau de la CPM et il n'y a pas de classement comme le recommandent le manuel de classement et d'archivage disponible sur le site des marchés publics. Cette situation a rendu difficile la collecte des données pour l'audit.

Les documents relatifs aux demandes de cotation ne sont pas tous centralisés ni contrôlés par la CPM. Ce qui constitue un risque pour le fractionnement.

La CPM ne dispose que de peu d'équipements pour le classement et l'archivage.

Un personnel formé à la tenue et au classement des archives n'est pas non plus disponible au niveau de la CPM.

Recommandations:

- Mettre à la disposition de la CPM un local plus spacieux et plus opérationnel ;
- Renforcer les missions de la CPM dans le contrôle des demandes de cotation ;
- Centraliser les documents de passations des marchés au niveau de la CPM.
- Respecter et appliquer la loi 2006-19 du 30 juin 2009 relative à l'archivage des documents administratifs ;
- Respecter et appliquer la résolution 23/09 du 08/04/09 du Conseil de Régulation de l'ARMP relative à l'adoption du manuel de classement et d'archivage des documents de passations des marchés ;
- Utiliser des équipements décrits dans le manuel d'archivage et de classement ;

7-3 Participation du service d'audit interne au contrôle de la passation des marchés

Le service d'audit n'a pas encore procédé au contrôle des procédures de passation des marchés.

La responsable de la Cellule Audit Interne rencontrée a souligné que c'est un manquement qui sera corrigé très prochainement et l'a inscrit dans son plan d'actions présenté à la mission.

L'actualisation du manuel de procédures y est également inscrite. En effet celui qui a été fourni à la mission date de 1996. Une nouvelle version est en cours de validation et a été élaboré depuis le début de l'exercice 2014.

Recommandations :

- Impliquer les services d'audit interne aux missions externes de revue de la mise en œuvre des procédures de passation des marchés.

- Prévoir dans les missions de la CAI, la revue périodique, ou de manière inopinée, de la mise en œuvre des procédures de passation des marchés.

7-4 Suivi des matières dans le processus de PM

Le comptable en charge du suivi des stocks a été recruté à la SNHLM en Août 2008 et nommé à ce poste le 25 Octobre 2010.

Il a suivi une formation en passation de marchés public en Juillet 2012. Il ne dispose pas d'un manuel de procédures pour la gestion des stocks. Il y a eu une formation pour l'utilisation d'un logiciel de Gestion des Stocks mais ce dernier ne peut être mis en place que lorsque tous les achats seront centralisés (ce qui n'est pas encore le cas).

- Pas de tenue d'un journal des stocks ;
- Pas de fiche d'Entrée : c'est le Bordereau de Livraison qui est utilisé en lieu et place (les Entrées sont consignés à partir de la liasse composée du Bon de Commande, du Bordereau de Livraison et du Procès-verbal de réception) ;
- Existence de « Bon de sortie » fait maison en guise de fiche de sortie ;
- Tenue d'un cahier de sorties récapitulant tous les bons de sortie ;
- Les acquisitions ne sont pas portées sur des Fiches-Matières ;
- Les immobilisations ne sont pas affectées d'un N° de nomenclature ;
- Pas de Fiche Utilisateur apposé dans les locaux ;
- Pas d'inventaire physique.

Il n'y a pas une centralisation des achats : chaque service exprime ses besoins, passe sa commande, réceptionne ses fournitures et les stocke dans ses propre locaux.

Le comptable matière ne s'occupe que de la réception des matériels et fournitures ayant fait l'objet d'une DRP ou d'un AO sauf si ces derniers concernent l'informatique.

Les commandes relatives à l'informatique sont stockées au niveau du service informatique qui ne tient pas de comptabilité matières. Ce qui n'est pas conforme aux procédures.

Le magasinier tient un registre où sont consignées toute les sorties opérées depuis le magasin de stockage.

Recommandations :

- Organiser la comptabilité des stocks pour une meilleure tenue des stocks ;
- Mettre en place les documents nécessaires à la tenue de la comptabilité des stocks.
 - un journal des stocks ;
 - des fiches d'Entrée ;
 - des fiches de sortie ;
 - un cahier récapitulatif des entrées et des sorties des matières;

- des fiches Utilisateur apposé dans les locaux ;
 - affecter un n° de nomenclature aux immobilisations;
 - faire périodiquement l'inventaire physique.
- Elaboration un manuel de procédures (qui prendra en compte la réception et le stockage de tout matériel et fourniture) ;
 - Mettre en place le logiciel de gestion des stocks.

7-5 Reversement à l'ARMP des 50% des ventes des dossiers de consultation.

Aucun versement n'a été effectué à l'ARMP durant l'exercice 2014.

7-6 Constats spécifiques aux marchés examinés

7-6-1 Echantillon

L'échantillon d'audit a été arrêté en prenant en compte les minima stipulés par les TDR :

- au moins 15 % des marchés atteignant les seuils de contrôle de la DCMP ;
- au moins 25 % des marchés n'atteignant pas les seuils de contrôle de la DCMP mais supérieurs aux seuils de passation de marchés ;
- au moins 25 % des DRP ;
- 100 % des marchés par entente directe ;
- 100 % des marchés si leur population est inférieure à 10.

Pour une approche plus fiable la mission a identifié des marchés dont les proportions sont plus importantes que celles prévues dans les TDR. En s'appuyant sur ces éléments, la liste des marchés à auditer est la suivante :

Tableau des marchés à auditer :

N°	Réf PPM	Intitulé	Type	Mode	Titulaire	Montant FCFA TTC
1	F_DSI_036	Acquisition de matériel informatique pour la SNHLM	Fournitures	DRP	SESA Technologies	29 481 946
2	F_DRHA_GE_031	Sélection d'une compagnie d'assurance pour la flotte automobile de la SNHLM	Services	DRP	CNART Assurance	9 258 525
3	S_DRHA_GE_032	Service de nettoyage des bureaux du siège de la SNHLM	Services	DRP	Yeta Services	9 056 736
4	C_DT_054	Avis technique sur existant de l'immeuble 44 (R+4) sis au hlm Fass Paillote et du Batiment abritant l'infirmierie du siège de la	PI	DRP	APAVE	1 652 000

		SNHLM				
5	T_DT_003	Transformation bureaux n°5 5A 6 8 10 11 12 13 14 15 15A 16 et 16A de la DC et du bureau n°49 de la DT	Travaux	DRP	Cabat	24 636 642
6	T_DT_065	Réalisation d'une piste de production sur la voie d'accès n°1 de la RN1 au projet de Diamniadio Sud	Travaux	DRP	Bitucom Sénégal	49 836 488
7	T_DT_081	Achèvement des travaux de terrassement généraux des PA de Thiès Extension	Travaux	DRP	Atex	38 137 600
8	T_DT_004	Travaux de drainage des eaux pluviales des Parcelles Assainies de Keur Massar Rufisque 1	Travaux	Appel d'Offres Ouvert	Groupeement Simco/Sgtt Le Taif	748 157 082
9	T_DT_005	Terrassements généraux complémentaires des Parcelles Assainies de Keur Massar III (Kounoune II)	Travaux	Appel d'Offres Ouvert	Rebotech Sarl	336 000 227
10	T_DT_012	Construction de 565 logements au parcelles assainies de Diamniadio Sud (uv 1, 2, et 6)	Travaux	AOO	Lot 1: CSTP SA	1 243 681 450
					lot 2: Rebotech Sarl	492 538 186
					lot3: Rebotech Sarl	692 179 132
					lot 4: groupement SGTt Et BDT Dabakh	797 591 349
					lot 5: kounta fall entreprise	897 966 166
					lot 6: Groupeement SGTt Et BDT Dabakh	712 469 855
					lot 7: Kounta Fall Entreprise	718 068 244
					lot 8: ssbs	800 005 146
					lot 9: CEC	746 396 499
					lot 10: CSTP SA	1 301 034 562
		TOTAL				9 648 777 768

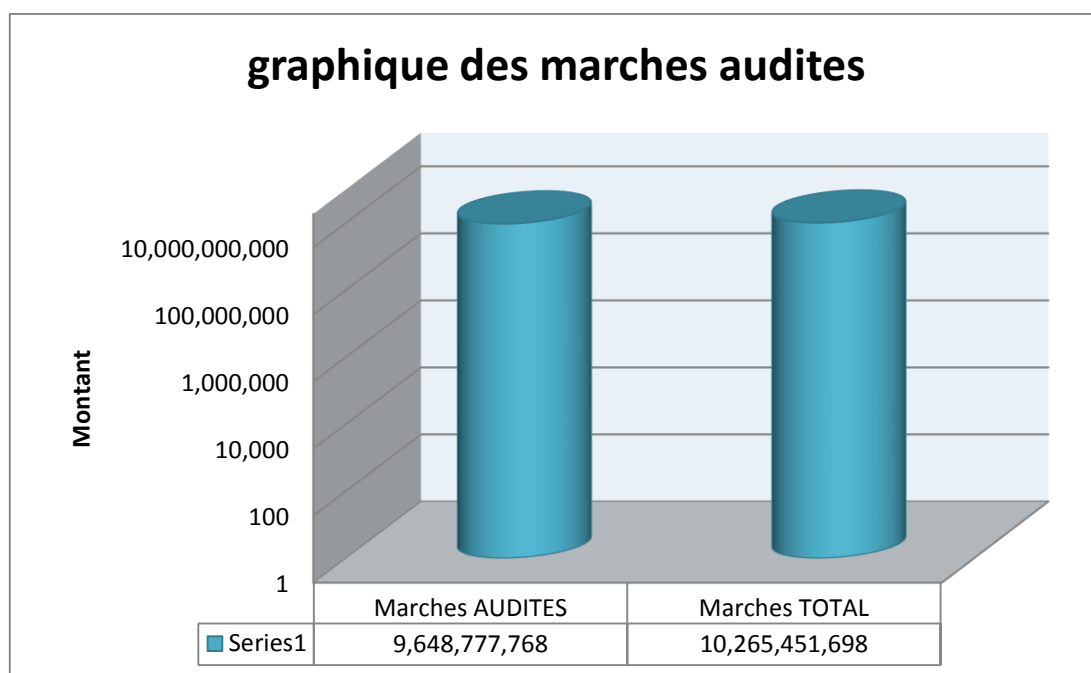
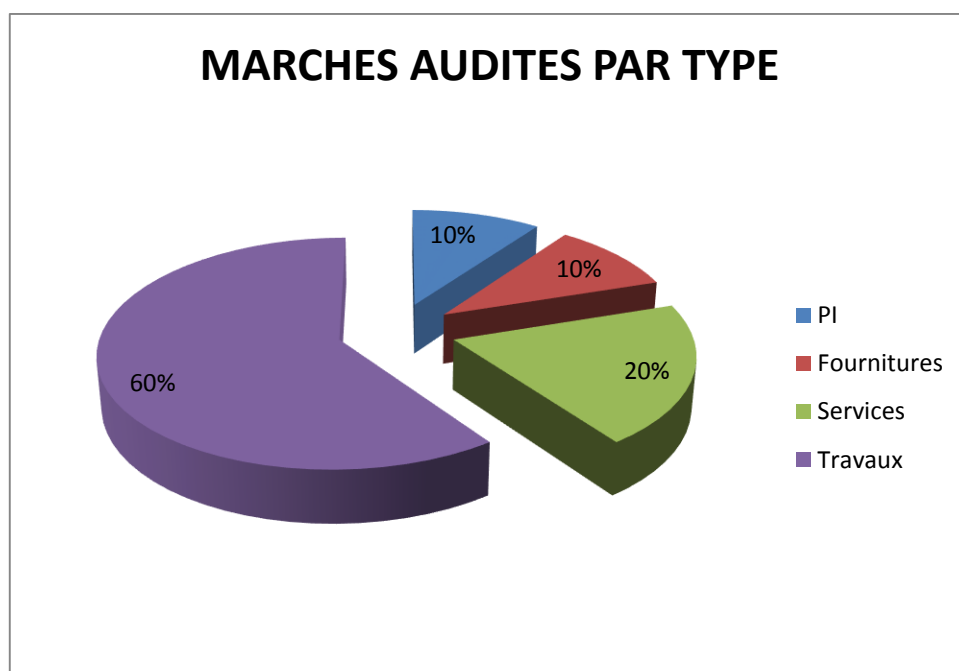


Tableau des marchés par type :

type	nombre	% au nombre total	montant	% au montant total audité	nombre	montant
PI	1	20%	1 652 000	0,02%	5	36 211 250
Fournitures	1	11%	29 481 946	0,31%	9	72 887 892
Services	2	50%	18 945 194	0,20%	4	39 887 669
Travaux	6	33%	9 598 698 628	99,48%	18	10 116 464 887
	10		9 648 777 768	100%	36	10 265 451 698

Tableau des marchés par mode :

Mode	Nombre	% au nombre total	Montant	% au montant total audité	Nombre	Montant
DRP	7	33%	162 689 870	2%	21	232 946 199
AOO	3	20%	9 486 087 898	98%	15	10 032 505 499
	10		9 648 777 768	100%	36	10 265 451 698



7-6-2 Rappel des seuils de passation des marchés applicables à l'entité auditée

Les seuils de passation des marchés applicables à la SNHLM, conformément à l'article 53 du CMP, sont les suivants :

- a) 50.000.000 Francs CFA pour les marchés de travaux ;
- b) 30.000.000 Francs CFA pour les marchés de services et fournitures courantes ;
- c) 30.000.000 Francs CFA pour les marchés de prestations intellectuelles.

7-6-3 Marchés conclus par AOO

Les seuils de revue préalable des marchés de la SAED par la DCMP sont fixés par l'arrêté 12.785 du 26/12/2012 du MEF qui précise :

« Les seuils d'examen préalable par la Direction centrale des Marchés publics (DCMP) des dossiers d'appel à la concurrence avant le lancement de la procédure de passation, visés à l'article 140 a) du Code des Marchés publics, sont les suivants :

- deux cent cinquante (250) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de fournitures ;
- cent vingt cinq (125) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de services et de prestations intellectuelles ;
- Cinq cent (500) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de travaux ».

Les seuils de revue préalable des marchés de la SAED par la DCMP fixés par l'arrêté 12.782 du 26/12/2012 du MEF, relatif au contrôle à priori des rapports d'analyses comparatives d'offres ou de propositions et des procès- verbaux d'attribution provisoire de marché et à l'examen juridique et technique des projets de marché respectivement pris en application des dispositions de l'article 140.b)

et 140.c) du code des marchés publics, sont les suivants :

- deux cent (200) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de fournitures et de services y compris les prestations intellectuelles ;
- cent cinquante (150) millions FCFA pour les marchés de services et de prestations intellectuelles ;

Quatre cent (400) millions FCFA toutes taxes comprises pour les marchés de travaux ».

7.6.3.1 Marché supérieur ou égal au seuil de revue de la DCMP

Deux marchés ont été relevés.

❖ ***MI = marché pour la réalisation de « Travaux de drainage des eaux pluviales des Parcelles Assainies de Keur Massar Rufisque 1 »***

Référence : T_DT_004 Marché n° 995/14/HLM

***Titulaire : Groupement SIMCO SARL/SGT LE TAÏF, 4 Avenue Bourguiba X
Rond Point Jet D'eau en face Western Union CBAO***

Montant : 748 157 082 Fcfa TTC

Les constats sur ce marché sont :

- 1) Le marché est mentionné dans le PPM n° P_SNHLM_ 2014 pour la gestion 2014 transmis à la DCMP ;
- 2) Le marché est mentionné dans l'Avis Général de Passation de Marchés publié par la SNHLM ;
- 3) L'Avis d'Appel d'Offres a été publié dans le journal « LE SOLEIL » du 11 Avril 2014 ;
- 4) L'ouverture des plis a été faite par la Commission des Marchés nommée à cet effet (*Décision n°00273/SNHLM/DG/SG/CPM/IW/AWN du 24/12/2013*)
- 5) Il n'a pas été mentionné sur le PV d'ouverture, que la séance était publique et que la lecture à haute voix a été faite ;
- 6) Seuls les candidats ayant assisté à l'ouverture des offres reçoivent séance tenante le PV d'ouverture en accusant réception par le « Registre de transmission » ;
- 7) Non-respect du délai d'évaluation (ouverture le 13/05/2014 ; réunion d'attribution le 12/06/2014 soit 30 jours au lieu de 15 jours) ;
- 8) Le délai observé entre l'ouverture des offres et l'approbation du rapport d'évaluation ne peut être déterminé car il n'y a ni date de la signature du Directeur Général, ni document de transmission à l'approbation du Directeur Général.
- 9) L'attribution provisoire a été publiée dans le journal quotidien « LE SOLEIL » du 09 Septembre 2014.
- 10) La DCMP a contrôlé et donné son avis durant la procédure :
 - Le 25 Mars 2014 par lettre n°01506/MEF/DCMP/DCV/46, elle a donné son avis sur le Dossier d'Appel d'Offres avec des observations ;
 - Le 08 Avril 2014 par lettre n°01775/MEF/DCMP/18, la DCMP a donné son avis sur le Dossier d'Appel d'Offres corrigé ;

- Le 02 Septembre 2014 par lettre n°04759/MEF/DCMP/33, la DCMP a donné son avis de non objection sur la décision d'attribuer le marché au candidat GROUPEMENT SIMCO/SGTT LE TAÏF.
 - Le 15 Janvier 2015 le Marché est immatriculé par la DCMP
- 11) Le marché signé par le Secrétaire Général de la SNHLM (*habilité par la Note de Service n° 00106/HLM/CPM du 23/12/2011*) et le Directeur Général de SIMCO SARL le 17 Novembre 2014, est conforme au projet contenu dans le DAO ;
- 12) Le respect du délai de 15 jours requis entre la publication de l'attribution provisoire et la soumission à l'approbation n'a pas été attesté par un document probant ;
- 13) Le marché a été approuvé le 28 Novembre 2014 par le Directeur Général ;
- 14) Le marché a été enregistré au niveau des impôts et domaines le 24 Décembre 2014
- 15) Le marché a fait l'objet de notification écrite par ordre de service en date du 28 Janvier 2015 sous le numéro d'ordre du registre n° 03/15 reçu par le Groupement SIMCO SARL/SGTT LE TAÏF le 04 Février 2015
- 16) Il n'y a pas eu d'Avis de publication de l'attribution définitive.

Recommandations :

- 1) Le PV d'ouverture doit renfermer les preuves attestant du respect de l'article 67 du CMP ;
- 2) Le PV d'ouverture doit être transmis à tous les soumissionnaires (présents ou non) : Art 67 du CMP ;
- 3) Respect du délai d'évaluation des offres (15 jours au maximum : Art 70 du CMP) ;
- 4) Matérialiser et dater la transmission de la soumission à l'approbation pour pouvoir apprécier le délai de soumission à l'approbation et aussi celui de l'approbation effective ;
- 5) Veiller à la publication de l'avis d'attribution définitive conformément à l'article 85 du CMP.

❖ **M2 = marché pour la réalisation de « Travaux de Construction de 565 logements aux Parcelles Assainies de Diamniadio Sud »**

Référence : T_DT_012/

lot	titulaire	montant (FCFA TTC)
Lot 01 :	CSTP SA,	1 243 681 450
Lot 02 :	REBOTECH SARL,	492 538 186
Lot 03:	REBOTECH SARL,	692 179 132
Lot 04:,,	Groupement SGTT & BPT DABAKH	797 591 349
Lot 05:,,	KOUNTA FALL ENTREPRISE	897 966 166
Lot 06:	Groupement SGTT & BTP DABAKH	712 469 855
Lot 07:	KOUNTA FALL ENTREPRISE	718 068 244
Lot 08:	SSBS	800 005 146
Lot 09:	C.E.C	746396 499
Lot 10:	CSTP SA	1 301 034 562

Les constats suivants ont été notés :

- 1) Le marché est mentionné dans le PPM n° P_SNHLM_ 2014 pour la gestion 2014 transmis à la DCMP ;
- 2) Le marché est mentionné dans l'Avis Général de Passation de Marchés publié par la SNHLM ;
- 3) L'Avis d'Appel d'Offres a été publié dans le journal « LE SOLEIL » du 13 Mars 2014 ;
- 4) Les convocations ne sont pas datées et ne comportent pas d'accusé de réception daté ;
- 5) L'ouverture des plis a été faite par la Commission des Marchés nommée à cet effet (*Décision n°00273/SNHLM/DG/SG/CPM/IW/AWN du 24/12/2013*)
- 6) Il n'a pas été mentionné sur le PV d'ouverture, que la séance était publique et que la lecture à haute voix a été faite ;
- 7) Le PV d'ouverture des offres n'est transmis qu'aux soumissionnaires présents lors de l'ouverture des plis avec accusé de réception par « Registre de transmission ».
- 8) Non-respect du délai d'évaluation (ouverture le 17/04/2014 ; réunion d'attribution le 31/10/2014 soit 197 jours au lieu de 15 jours) ; le dépassement du délai n'a pas fait l'objet d'une autorisation de la DCMP ;
- 9) Les offres ont été évaluées par un Comité Technique d'Etudes et d'Evaluation composé d'agents habilités à le faire. Il s'agit du Chef de la Division des Etudes Architecturales et Urbanistiques, de l'Assistant Principal chargé de Projets, et du Chef de la Division Projets.
- 10) Tous les critères d'évaluation prévus au DAO ont été utilisés.
- 11) Le délai observé entre l'ouverture des offres et l'approbation du rapport d'évaluation ne peut être déterminé car il n'y a ni date de la signature du Directeur Général, ni document de transmission à l'approbation du Directeur Général
- 12) La DCMP a contrôlé et donné son avis durant la procédure :
 - Le 05 Mars 2014 par lettre n°01081/MEF/DCMP/DCV/48 , elle a donné son avis sur le Dossier d'Appel d'Offres avec des observations ;
 - Le 29 Décembre 2014 par lettre n°06926/MEF/DCMP/16, la DCMP a donné son avis de non objection sur la décision d'attribuer le marché aux candidats : CSTP SA (lot 1 & 10 ; REBOTECH SARL (lots 2 & 3) ; GROUPEMENT SGTT &BTP DABAKH (lot 4 & 6) ; KOUNTA FALL ENTREPRISE (lot 5 & 7) ; SSBS (lot 8) ; C.E.C (lot 9).
- 13) L'attribution provisoire a été publié dans le journal quotidien « LE SOLEIL » du 15 Janvier 2015 ;
- 14) A la suite de cette attribution provisoire, le candidat EGB a adressé une lettre de réclamation en date du 21/01/2015 à l'AEMP qui, par la Décision n° 023/15/ARMP/CRD du 29 Janvier 2015, a suspendu la procédure et a demandé un certain nombre de documents afin qu'elle puisse se prononcer sur ce dossier.
- 15) Par lettre n° 00464/ARMP/CRD/DG/CEI-ly du 04 Mars 2015, l'ARMP a notifié à la SNHLM la Décision n° 052/15/ARMP/CRD du 25/02/2015 relative au recours de la société EGB dans laquelle le CRD :
 - Constate que l'entreprise EGB a présenté son offre financière pour les lots 02, 03, 06 et 07 sans y adjoindre le Bordereau des Prix Unitaire requis à la clause 31.1 des IC ;
 - Dit que l'absence du Bordereau des Prix Unitaire est un motif de rejet au regard des dispositions du dossier d'appel d'offres ;
 - Déclare l'offre financière d'EGB non conforme pour les lots 02, 03, 06 et 07 ;

- Dit, en conséquence, que la décision de la Commission des Marchés Publics d'écarter l'offre du requérant est fondé ;
- Ordonne la continuation de la procédure de passation du marché et la confiscation de la consignation ;
- Dit que le Directeur Général de l'ARMP est chargé de notifier à la société EGB, à la SNHLM, ainsi qu'à la DCMP, la présente décision qui sera publiée dans le portail des marchés publics.

La décision du Comité de Règlement des Différents n'est intervenue que trente-cinq (35) jours après la réception du recours du candidat.

Recommandations :

- 1) Le PV d'ouverture doit renfermer les preuves attestant du respect de l'article 67 du CMP ;
- 2) Le PV d'ouverture doit être transmis à tous les soumissionnaires (présents ou non) : Art 67 du CMP ;
- 3) Respect du délai d'évaluation des offres (15 jours au maximum : Art 70 du CMP) ;
- 4) Matérialiser et dater la transmission de la soumission à l'approbation pour pouvoir apprécier le délai de soumission à l'approbation et aussi celui de l'approbation effective ;
- 5) Assurer un suivi rigoureux des dossiers à l'étude au niveau des instances de contrôle (ARMP ou DCMP).

7.6.3.2 Marchés n'ayant pas atteint le seuil de revue de la DCMP

❖ **M3 : marché pour la réalisation de « Travaux de terrassement généraux complémentaires des Parcelles Assainies de Keur Massar Rufisque 3 ».**

Reference : AO n° T_DT_005 PPM/2014/

Titulaire : REBOTECH SARL, Sacré Cœur 3, Villa N°8416 Dakar

Montant : 336 000 227 FCFA TTC

Les constats suivants ont été notés :

- 1) Le marché est mentionné dans le PPM 2014 sous le N°T_DT_005
- 2) Le marché est mentionné dans l'avis général de passation de marchés, publié par l'AC dans le SOLEIL du 17/12/2013
- 3) l'Avis d'Appel d'offre – Cas sans pré qualification a été publié, seulement, ni le nom du quotidien d'information, ni le N° et la date de publication ne sont visibles
- 4) Date limite de dépôt des offres : 03 Mars 2014 à 10H à la Direction Générale de la SNHLM. Un registre de retrait de dossier nous renseigne que 06 retraits de DAO ont été opérés à la date du 07 Février 2014
- 5) Un registre de dépôt des offres datant du 03 Mars montre que 04 offres ont été déposées.

- 6) Convocation N°000010 HLM/DG/SG/CPM pour la séance d'ouverture prévue le 03 Mars 2014 à 10H n'est pas datée.
- 7) Une feuille de présence datée du lundi 03 mars 2014 est signée par tous les membres de la commission date limite de dépôt des offres ;
- 8) L'ouverture des plis a été faite par la Commission des Marchés nommée à cet effet (*Décision n°00273/SNHLM/DG/SG/CPM/IW/AWN du 24/12/2013*)
- 9) Le PV d'ouverture ne fait pas mention d'une lecture à haute voix des offres et d'une séance publique, ni du déroulement de la réception des offres (rejet des offres en retard)
- 10) Un comité technique d'évaluation composé de 03 personnes a été désigné avant la levée de la séance. (Art 38 CMP) ;
- 11) Trois des quatre soumissionnaires ayant déposé des offres, ont émargé sur le registre de présence et ont accusé réception du PV d'ouverture des plis. Il n'y a pas de document probant de la transmission dudit PV au 4^{ème} candidat absent lors de l'ouverture ;
- 12) La convocation n°000022 HLM/DG/SG/CPM/AWN du 24 Avril 2014 a été adressée à tous les membres de la Commission des Marché pour une réunion d'attribution prévue le 29 Avril 2014 à 10H (soit seulement 04 jours francs). Par ailleurs, les accusés de réception ne sont pas toujours matérialisés ;
- 13) Les lettres de notification des candidats non retenus datent du 02 Juillet 2014 mais sont réceptionnées : Le 03 Juillet pour EGCCBN (délai raisonnables), Le 07 juillet pour le HOLDING GUEYE (03 jours après publication de l'attribution provisoire).
- 14) La lettre de la notification de l'attributaire provisoire date du 02 juillet
- 15) L'attribution provisoire a fait l'objet d'une publication dans le quotidien « Le SOLEIL » du 04 juillet 2014 et comporte toutes les mentions réglementaires
- 16) Une lettre de recours du groupement HOLDING GUEYE S.A et S.HY.B. datée du 10 Juillet 2014 relative à la retenue de l'offre de ROBOTECH au détriment de leur offre moins disante a été adressée à la SNHLM. Le groupement demandait les raisons du rejet de leur offre Une réponse pertinente leur a démontré le bien-fondé de cette attribution provisoire ;
- 17) Les garanties ont été prises en compte (GBE et Caution Avance de démarrage):
- 18) Le contrat est signé par le SG et le directeur de ROBOTECH. il est approuvé par le DG de la SN HLM. - Date de Soumission à l'approbation : 21 Aout 2014 - Date d'approbation effective : 25 Aout 2014 soit 04 jours. Délais raisonnables ;
- 19) Pas de document attestant de la publication de l'attribution définitive ;
- 20) Un OS en date du 20 Janvier 2015 a fait l'objet d'une notification le 22 Janvier 2015 pour le démarrage des travaux dans un délai de 08 jours à partir de la date de notification de l'OS et un délai d'exécution de 03 mois calendaire : cet OS intervient sept (07) mois après publication de l'attribution et plus d'un (01) an après le lancement de la procédure faute de crédits disponibles.

21) Demande et obtention d'avis de non objection sur le DAO, le Rapport d'évaluation et sur le PV d'attribution provisoire du marché ;

22) Le marché a été soumis à la DCMP (le 25/08/2014) qui l'a immatriculé le 02/09/2014

Recommandations :

- 1) *Le PV d'ouverture doit renfermer les preuves attestant du respect de l'article 67 du CMP ;*
- 2) *Le PV d'ouverture doit être transmis à tous les soumissionnaires (présents ou non) : Art 67 du CMP ;*
- 3) *Respect des cinq (05) jours francs pour les convocations de la Commission des Marchés (Article 39 du CMP) ;*
- 4) *Respect du délai d'évaluation des offres (15 jours au maximum : Art 70 du CMP) ;*
- 5) *Matérialiser et dater la transmission de la soumission à l'approbation pour pouvoir apprécier le délai de soumission à l'approbation et aussi celui de l'approbation effective ;*
- 6) *Publier un avis d'attribution définitive après la notification du marché (Art 85 du CMP) ;*
- 7) *S'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants (Art 09 du CMP).*

7-6-4 Marchés conclus par AOR

La SNHLM n'a pas passé en 2014 de marché selon la procédure d'Appel d'Offres Restreint (AOR),

7-6-5 Marchés de prestations intellectuelles

Une DRP « *Avis technique sur existant de l'immeuble 44 sis à Fass et le Bâtiment abritant l'infirmerie du siège de la SNHLM* » passé sans Appel à Manifestation d'Intérêt (AMI) : le seuil requis pour cela n'étant pas atteint, a été relevé sur la liste présentée. Son montant est égal à **1 652 000 FCFA TTC**. Il figure sur l'échantillon de la revue.

Ce marché a été examiné au point 3.2.6 relatif aux DRP

7-6-6 Marchés conclus par DRP

❖ *M4 = marche pour la « Sélection d'une compagnie d'assurance pour la flotte automobile de la SN HLM »*

Référence : S_DRHAGE_031 /2014 du PPM

Titulaire : CNART ASSURANCE, Rocade Fann Bel-air

Montant : 9 258 525 F CFA TTC

Constats faits :

- 1) La DRP est indiqué dans le PPM transmis à la DCMP ;
- 2) La DRP n'a pas fait l'objet de fractionnement ;
- 3) La publicité a été faite par lettre d'invitation en date du 07 Janvier 2014 ;

- 4) Cinq (05) candidats (qui n'ont reçu leur lettre que le 13/01/2014) sont invités à déposer leurs offres au plus tard le 29/01/2014, quatre (04) offres ont été reçues ;
- 5) Convocation N°000112 HLM/DG/CPM/SP du 24 Janvier 2014 pour une réunion d'ouverture des plis le 29 janvier 2014 (Soit 4 jours : le délai minimum de 05 jours francs n'est pas respecté). Les seul accusés de réception du Représentant du Ministère de tutelle et du Contrôleur financier ne sont pas datés ;
- 6) L'ouverture des plis a été faite par la Commission des Marchés nommée à cet effet (*Décision n°00273/SNHLM/DG/SG/CPM/IW/AWN du 24/12/2013*)
- 7) Les spécifications concernant les véhicules ne sont pas bien étayées dans les TDR ;
- 8) L'évaluation des offres a été faite par un prestataire privé : la compagnie HORIZON SA ;
- 9) Le PV d'attribution est signé par le DG SNHLM et par les membres de la commission et attribue le marché à CNART pour un montant de 9 888 458 F CFA TTC ;
- 10) **Les candidats non retenus ont été informée par écrit avec vingt et un (21) jours de retard ;**
- 11) **Non publication de la DRP sur le site des marchés publics ;**
- 12) Une liste des véhicules et des numéros des polices d'assurance avec une période de validité conforme nous a été fournie à notre demande pour vérifier de la réception du service : certains véhicules étaient en région en ce moment-là.

Recommandations :

- 1) **Respect des cinq (05) jours francs pour les convocations de la Commission des Marchés (Article 39 du CMP) ;**
- 2) **Informers les candidats non retenus dès l'attribution du marché (Art 78 du CMP) ;**
- 3) **Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics conformément à l'article 78.**

❖ M5 = « *Projet de transformation des bureaux N°5, 5A, 6, 8, 10, 11, 12, 13, 14, 15, 15A, 16 et 16A* »

Référence : DRP N° T_DT_003/2014

Titulaire : CABAT, Dieuppeul 3 – 2709 D, Dakar

Montant : 24 636 642 FCFA TTC

Les constats suivants ont été faits :

- 1) La DRP est indiquée dans le PPM transmis à la DCMP ;
- 2) La DRP n'a pas fait l'objet de fractionnement ;
- 3) La publicité a été faite par lettre d'invitation en date du 05 Mai 2014 ;
- 4) Sept (07) candidats ont été invités à déposer leurs offres au plus tard le 20/05/2014 ; six (06) offres ont été reçues ;
- 5) La convocation N°000028 HLM/DG/SG/CPM/AWN du 13 Mai 2014 pour une ouverture des plis le 20 Mai 2014 à 10H ; **Le représentant du Ministère de l'Urbanisme et de l'Habitat n'a reçu sa convocation que le 15 Mai 2014 : non-respect des cinq (05) jours francs ;**
- 6) L'ouverture des plis a été faite par la Commission des Marchés nommée à cet effet (*Décision n°00273/SNHLM/DG/SG/CPM/IW/AWN du 24/12/2013*)

- 7) Le PV est signé par tous les membres de la commission des marchés ;
- 8) Respect du délai d'évaluation des offres après l'ouverture des plis (Ouverture le 20 Mai 2014, réunion d'attribution le 27 Mai 2014) ;
- 9) La convocation N°000031 HLM/DG/SG/CPM/AWN du 23 Mai 2014 est adressée aux membres de la CM pour la réunion d'attribution du marché prévue le 27 Mai 2014 à 10H (**soit 03 Jours entre la date de la convocation et la date de la réunion**) ;
- 10) Pas de document probant pour la notification des candidats non retenus.
- 11) Deux Ordres de Service ont été délivrés :
 - a) OS enregistré au registre d'ordre sous le N°15/14 et datée du 27 Aout 2014 (03mois après attribution) dont la lettre de la transmission de l'ordre a été datée du 29 Aout ;
 - b) OS enregistré au registre sous le N°33/14 et date du 22 Décembre 2014 (soit 07 mois après l'attribution du marché) dont la lettre de la transmission de l'OS a été datée du 30 Décembre 2014 ;

Le retard relatif à l'établissement des OS est dû à des difficultés de trésorerie
- 12) Une caution d'avance de démarrage datée du 02 Décembre 2014 et expirant le 01 Décembre 2015 a été produite par ASKIA ASSURANCE
- 13) Une demande d'avance de démarrage (décompte de 4 927 328 FCFA TTC soit 20% du montant du marché) en date du 27/12/2014 a été adressée à la SNHLM ; elle a été honorée par chèque n° 0011859 du 27/12/2014.

Recommandations :

- 1) *Respect des cinq (05) jours francs pour les convocations de la Commission des Marchés (Article 39 du CMP) ;*
- 2) *Informers les candidats non retenus dès l'attribution du marché (Art 78 du CMP) ;*
- 3) *S'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants (Art 09 du CMP).*
- 4) *Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics conformément à l'article 78.*

❖ **M6 = Marché pour recourir a des « Services de nettoyage des bureaux du siège de la SNHLM »**

Référence : DRP_S_DRHAGE 032.

Titulaire : YETA SERVICES, 3079 Avenue Bourguiba, Complexe Gamma

Montant : 9 056 736 FCFA TTC

Avenant N°01 : 1 631 232 FCFA.

Les constats suivants ont été notés :

- 1) La DRP est indiquée dans le PPM transmis à la DCMP ;
- 2) La DRP n'a pas fait l'objet de fractionnement ;
- 3) La publicité a été faite par lettre d'invitation en date du 30 Janvier 2014 ;
- 4) neuf (09) candidats ont été invités à déposer leurs offres au plus tard le 13/02/2014 ; huit (08) offres ont été reçues ;

- 5) Une lettre de convocation N°000008 datée du 14 Février 2014 est adressée aux membres de la commission pour une convocation le Mardi 18 Février 2014 à 10H. (03 jours)
- 6) Non coïncidence de la date limite de dépôt des offres et de celle de l'ouverture des plis.
Date limite de dépôt des offres : Le 13/02/2014 à 09 H 30
Ouverture le 18/02/2014 à 10 H 00 ;
- 7) Une feuille de présence a été signée par les membres de la commission et datée du 18 Février 2014 ;
- 8) L'ouverture des plis a été faite par la Commission des Marchés nommée à cet effet (*Décision n°00273/SNHLMDG/SG/CPM/IW/AWN du 24/12/2013*)
- 9) Le rapport d'évaluation a été clair et précis et n'a pris en compte aucun critère d'évaluation non prévu dans le dossier de DRP ;
- 10) Les dates d'établissement et d'approbation du rapport d'évaluation des offres ne sont pas précisées (Mars 2014) ;
- 11) La CM a été convoquée à deux reprises :
 - a) Une première fois : lettre N°000013 HLM/DG/SG/CPM/AWN du 18/03/2014 pour une réunion prévue le 21/03/2014 ;
 - b) Et une seconde fois : Lettre n°000016 HLM/DG/SG/CPM/AWN du 01/04/2014 pour une séance prévue le 02/04/2014 ;Dans les deux cas, les cinq (05) jours francs entre la date de la convocation et la date de la réunion, n'a pas été respectée ;
- 12) Le PV d'attribution en date du 02 Avril 2014 a été est signé par les membres de la commission et par le Directeur Général ;
- 13) Le marché a fait l'objet d'un contrat approuvé le 23 Avril 2014 et enregistré aux Impôts le 25 Avril 2014 sous le bordereau n°258/1
- 14) Le marché a aussi fait l'objet d'un avenant ayant pour objet l'augmentation de deux agents de nettoyage des bureaux du siège de la SN HLM pour un montant de 1 631 232 F cfa TTC portant ainsi le total du marché à 10 687 968 F cfa TTC ;
- 15) Contrat du marché initial ?
- 16) L'Avenant a fait l'objet d'un contrat signé le 08/12/2014, approuvé en 2015 et enregistré aux impôts sous le bordereau n° 06/03

Recommandations :

- 1) Respecter le délai de cinq (05) jours francs pour les convocations de la Commission des Marchés (Article 39 du CMP) ;
- 2) Respect de l'heure d'ouverture des offres conformément à l'article 67 du CMP ;
- 3) Donner les raisons du report de toute réunion dont les convocations sont déjà lancées ;
- 4) Dater précisément le rapport d'évaluation des offres, de même que son approbation à l'effet de pouvoir apprécier les délais conformément à l'article 70 du CMP ;
- 5) Informer les candidats non retenus dès l'attribution du marché (Art 78 du CMP) ;
- 6) S'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants (Art 09 du CMP).
- 7) Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics conformément à l'article 78.

❖ **M7 : marché pour la « Réalisation d'une piste de production sur la voie d'accès N°1 de**

RN 1 au projet de Diamniadio Sud »

Référence : T_DT_065

Titulaire : BITUCOM SENEGAL, Nord Foire Azur

Montant : 49 836 488 FCFA TTC

Les constats suivants ont été notés :

- 1) La DRP est indiqué dans le PPM transmis à la DCMP ;
- 2) La DRP n'a pas fait l'objet de fractionnement ;
- 3) La publicité a été faite par lettre d'invitation en date du 02 Juin 2014 ;
- 4) Six (06) candidats ont été invités à déposer leurs offres au plus tard le 17/07/2014 ; quatre (04) offres ont été reçues ;
- 5) Les offres ont été archivées
- 6) La convocation n'a pas respecté les cinq (05) jours francs : (lettre de convocation n°0035/HLM/DG/SG/CPM du 13/06/2014 pour une séance d'ouverture prévue le 17/06/2014) ;
- 7) L'ouverture des plis a été faite par la Commission des Marchés nommée à cet effet (*Décision n°00273/SNHLM/DG/SG/CPM/IW/AWN du 24/12/2013*)
- 8) Tous les candidats non retenus ont été informés par lettre (cf lettres n° 02647, 02648 et 02712 en date du 08/08 2014) sur les copies desquelles ils ont accusé réception ;
- 9) L'attributaire a reçu l'Ordre de Service inscrit au registre sous le numéro d'ordre n° 31/14 du 16/12/2014 ;
- 10) La DRP a fait l'objet d'un contrat dûment signé le 20/10/2014, approuvé et enregistré à la Direction des Impôts le 30/10/2014. Le contrat a été signé par le Secrétaire Général (*habilité par la Note de Service n° 00106/HLM/CPM du 23/12/2011*) le 20/10/2014 et approuvé le 20/10/2014 par le Directeur Général ;
- 11) Le délai d'exécution est de trois (03) mois à compter de la date de notification de l'Ordre de Service reçu le 16/12/2014 ;
- 12) Aucun paiement n'avait encore été fait lors du passage de la mission d'audit et le délai d'exécution n'était pas encore dépassé.

Recommandations :

- 1) Respect des cinq (05) jours francs pour les convocations de la Commission des Marchés (Article 39 du CMP) ;
- 2) S'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants (Art 09 du CMP).
- 3) Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics conformément à l'article 78.

❖ *M8 = Marché pour l'« Acquisition matériel informatique pour la SN HLM »*

Référence : F_DSI_036

*Titulaire : SESA TECHNOLOGIES, Mermoz 2^{ème} Porte Immeuble n°7471,
Avenue Cheikh Anta Diop*

Montant : 29 481 946 Fcfa TTC

Les constats suivants ont été notés :

- 1) La DRP est indiqué dans le PPM transmis à la DCMP ;
- 2) La DRP n'a pas fait l'objet de fractionnement ;
- 3) La publicité a été faite par lettre d'invitation en date du 08 Septembre 2014 ;
- 4) Les candidats ont été invités à déposer leurs offres au plus tard le 25/09/2014 ; quatre (04) offres ont été reçues ;
- 5) **Le document de consultation n'est pas conforme : des « Termes de Référence » ont été utilisés en lieu et place du « dossier type des DRP de fournitures » ;**
- 6) Les offres sont archivées
- 7) Les convocations sont datées du 19/09/2014 pour une ouverture prévue le 25/09/2014 mais, aucun accusé de réception ne permet de dire que le délai de cinq (5) jours francs (entre la réception de la convocation et la tenue de la réunion d'ouverture des plis) a été respecté
- 8) L'ouverture des plis a été faite par la Commission des Marchés nommée à cet effet (*Décision n°00273/SNHLM/DG/SG/CPM/IW/AWN du 24/12/2013*)
- 9) Le rapport d'évaluation a reposé sur la vérification des opérations (vérification du bordereau des prix) et la qualification des soumissionnaires (vérification des aspects techniques). Cependant, le comité d'étude et d'évaluation des offres n'a pas remarqué que le montant mentionné sur la lettre du candidat XDR (31 180 000 Fcfa) est différent du total de son bordereau des prix (31 100 080 Fcfa) ce qui fait ressortir une différence de (79 920 Fcfa)
- 10) Le contrat a été attribué à l'entreprise ayant présenté l'offre conforme évaluée la moins disante ;
- 11) Tous les candidats non retenus (TITAN AFRIC, XDR et ADVANCED BUSINESS COMPUTER) ont été informés par lettre (cf lettres n° 3308, 3309 et 3310 en date du 28/10 2014) sur les copies desquelles ils ont accusé réception ;
- 12) La DRP a fait l'objet d'un contrat signé le 13/11/2014 par le Secrétaire Général (*habilité par la Note de Service n° 00106/HLM/CPM du 23/12/2011*), approuvé le 14/11/2014 par le Directeur Général et enregistré à la Direction des Impôts (sans mention de la date);
- 13) Le délai de livraison n'est pas spécifié dans le contrat alors que, dans son Article 8, il est fait mention des pénalités en cas de retard dans l'exécution des prestations
- 14) Le matériel informatique est exclusivement réceptionné, stocké et dispatché par le Responsable du Service informatique en dehors du champ d'intervention de la Commission de réception des fournitures et services mise en place au sein de la SNHLM.
La réception du matériel ne donne toujours pas lieu à un PV en bonne et due forme.
Ce même Service procède à la distribution **mais des documents probants attestant de la réception du matériel n'ont pas toujours été présentés.**
- 15) Aucun paiement n'avait pas encore été effectué.

Recommandations :

- 1) Utiliser le « dossier type » correspondant à la nature du marché à exécuter ;
- 2) Respect des cinq (05) jours francs pour les convocations de la Commission des Marchés (Article 39 du CMP) ;
- 3) Procéder à une évaluation détaillée et minutieuse des offres ;
- 4) S'appliquer à une rédaction sans faille des contrats prenant en compte tous les aspects importants pour l'exécution des marchés ;
- 5) Disposer d'une seule et unique « Commission de réception » pour toute les acquisitions et services ;
- 6) Publier les résultats des DRP sur le site des marchés publics conformément à l'article 78.

❖ *M9 = Marché pour recruter un cabinet d'expertise pour un « Avis technique sur l'existant de l'immeuble 44 sis à Fass et le Bâtiment abritant l'infirmerie du siège de la SNHLM »*

Référence : C_DT_054

Titulaire : APAVE Sahel, Sotrac Mermoz Ancienne piste n° 143

Montant : 1 652 000 Fcfa TTC

Les constats suivants ont été notés :

- 1) La DRP est indiqué dans le PPM transmis à la DCMP ;
- 2) La DRP n'a pas fait l'objet de fractionnement ;
- 3) La publicité a été faite par lettre d'invitation en date du 12 Mai 2014 ;
- 4) Les candidats ont été invités à déposer leurs offres au plus tard le 27 Mai 2014 ; trois (03) offres ont été reçues ;
- 5) Les candidats invités ont tous accusé réception de la lettre d'invitation
- 6) Les offres sont archivées
- 7) Les convocations sont datées du 21/05/2014 pour une ouverture prévue le 27/05/2014 mais, aucun accusé de réception ne permet de dire que le délai de cinq (5) jours francs (entre la réception de la convocation et la tenue de la réunion d'ouverture des plis) a été respecté
- 8) L'ouverture des plis a été faite par la Commission des Marchés nommée à cet effet (*Décision n°00273/SNHLM/DG/SG/CPM/IW/AWN du 24/12/2013*)
- 9) L'évaluation consistait en une vérification arithmétique des offres financières et un examen de l'exhaustivité des offres.
- 10) Le contrat a été attribué à l'entreprise ayant présenté l'offre conforme évaluée la moins disante ;
- 11) Les candidats non retenus (ALPAGES et SSIC) ont été informés par lettres n° 02537 et 02538 du 18/08/2014.
- 12) L'attributaire du marché (APAVE Sahel SA) a reçu une lettre de commande n° 02015 du 24/06/2014 précisant le début de l'exécution des prestations (date de réception de ladite lettre (11/07/2014) et le délai d'exécution (un [1] mois à compter de cette date de réception) ;

- 13) Les candidats non retenus ont été informés soixante (60) jours après la lettre de commande adressée à l'attributaire du marché ;
- 14) La DRP a fait l'objet d'une lettre de commande n°02015/HLM/DG/SG/CPM/AWN du 24/06/2014 ;
- 15) L'attributaire (APAVE) a produit un rapport qu'il a transmis par « Bordereau de transmission » le 21/08/2014 à la SNHLM qui a accusé réception par courrier « Arrivée : n°6115/DG/SN-HLM; Imputation : DT ; Date : le 21/08/2014.
- 16) Il a été constaté que le délai a été dépassé de 10 jours
- 17) Aucun paiement n'avait pas encore été effectué.

Recommandations :

- 1) Respect des cinq (05) jours francs pour les convocations de la Commission des Marchés (Article 39 du CMP) ;
- 2) Informer, après la rédaction du PV d'attribution, tous les candidats non retenus (Art 78 du CMP) ;
- 3) Veiller à l'exécution des contrats dans les délais contractuels.

M10 = Achèvement des travaux de terrassement généraux des Parcelles assainies de Thiès (UV04 & UV05)

***Référence : T_DT_081
Titulaire : ATEX, domicilié au 13 bis Immeuble des Dunes SODIDA
Montant : 38 137 600 Fcfa TTC***

Les constats suivants ont été notés :

- 1) La DRP est indiqué dans le PPM transmis à la DCMP ;
- 2) La DRP n'a pas fait l'objet de fractionnement ;
- 3) La publicité a été faite par lettre d'invitation en date du 21 Octobre 2014 ;
- 4) Les candidats ont été invités à déposer leurs offres au plus tard le 06 Novembre 2014 ; trois (03) offres ont été reçues ;
- 5) Seuls les accusés de réception de quatre (4) candidats sont constatés. Il manque ceux de SIFMA et Sénégal Entreprise ;
- 6) Les offres ont été archivées ;
- 7) La convocation n'a pas respecté les cinq (5) jours francs : (lettre de convocation n°0060/HLM/DG/SG/CPM du 03/11/2014 pour une séance d'ouverture prévue le 06/11/2014) ;
- 8) L'ouverture des plis a été faite à date échue par la Commission des Marchés nommée à cet effet (*Décision n°00273/SNHLM/DG/SG/CPM/IW/AWN du 24/12/2013*)
- 9) Selon le rapport d'évaluation, l'analyse technique ne portait que sur la vérification effective du montant de l'offre financière par rapport au montant lu publiquement lors de l'ouverture des plis. Il ne mentionne pas si les dossiers de soumission des candidats sont conformes ou non conformes au Dossier de Demande de Renseignement et de Prix remis à tous les soumissionnaires ;

- 10) Tous les candidats non retenus (SENEGAL ENTREPRISE et SENTHRAS) ont été informés, près d'un mois après l'ouverture des plis (06/11/2014), par les lettres n° 03654 et 3655 en date du 03/12/ 2014 sur les copies desquelles ils ont accusé réception ;
- 11) La DRP a fait l'objet d'un contrat signé le 15 Janvier 2015 par le Secrétaire Général (*habilité par la Note de Service n° 00106/HLM/CPM du 23/12/2011*) le 14/01/2015 et approuvé le 15/01/2015 par le Directeur Général ;
- 12) Le délai d'exécution est d'un (01) mois à compter de la date de signature du contrat (le 15/01/2015) ;
- 13) Les travaux n'avaient pas encore démarré lors du passage de la mission d'audit qui a pris fin le 06 Mars 2014 : le délai était déjà dépassé d'environ vingt (20) jours

Recommandations :

- 1) Produire des documents probants attestant de la sollicitation simultanée, par écrit, des prix auprès d'au moins cinq (05) entreprises (Art 78 du CMP) ;
- 2) Respect des cinq (05) jours francs pour les convocations de la Commission des Marchés (Article 39 du CMP) ;
- 3) Veiller à l'examen détaillée et minutieuse des soumissions conformément au dossier d'appel à la concurrence (Art 68 & 70) ;
- 4) Informer, après la rédaction du PV d'attribution, tous les candidats non retenus (Art 78 du CMP) ;
- 5) Veiller au respect des délais contractuels.

7-6-7 Marchés passés par ententes directes

La SNHLM n'a pas passé de marché par entente directe en 2014

7-6-8 Avenants

Le marché « *Service de nettoyage des bureaux du siège de la SNHLM* » (*Référence : DRP_S_DRHAGE 032*) a fait l'objet d'un avenant ayant pour objet l'augmentation de deux agents de nettoyage des bureaux du siège de la SN HLM pour un montant de 1 631 232 F cfa TTC portant ainsi le total du marché à 10 687 968 F cfa TTC. Le montant de l'avenant est de 18%, inférieur au seuil limite de passation d'avenant qui est de 30%.

7-6-9 Evaluation des fractionnements potentiels (demandes de cotation, autres acquisitions)

Des fractionnements n'ont pas été notés sur les marchés passés par la SNHLM en 2014 ni sur les demandes de cotation qui nous ont été présentées.

7-6-10 Marchés ayant fait l'objet de recours auprès du Comité de Règlement des Différends (CRD) de l'ARMP

M1/« Travaux de drainage des eaux pluviales des Parcelles Assainies de Keur Massar Rufisque 1 »

Il y a eu un recours de la Compagnie Sénégalaise des Travaux Publics (CSTP SA). Les motifs invoqués sont les suivants :

- chaque partie du Groupement doit produire des travaux similaires à 40% pour l'une et 60% pour l'autre ;
- de même que pour les états financiers, chaque partie du Groupement doit produire 40% pour l'une et 60% pour l'autre ;
- la tête de file du groupement doit être précisée ainsi que ses références.

Selon la CSTP SA, suite à ces imprécisions, des éclaircissements doivent être faits. Alors elle s'oppose à cette attribution par ce recours gracieux

La SNHLM n'a pas donné suite à ce recours estimant que cette opposition n'est pas fondée

Le requérant semble connaître les règles prévues en matière de procédure de recours. Cependant, en l'absence de la réponse de la SNHLM, nous n'avons pas vu dans le dossier un quelconque document attestant du dépôt d'un recours auprès de l'ARMP.

M2 / « Travaux de Construction de 565 logements aux Parcelles Assainies de Diamniadio Sud »

La procédure de passation a fait l'objet de recours :

1. Lettre de réclamation du PV d'attribution provisoire du marché relatif aux lots 03, 04, 06 et 07 de l'Entreprise Générale de Bâtiment (EGB) sans numéro du 16 Janvier 2015 :
 - a) En réponse à cette lettre de EGB, la SNHLM a notifié au candidat que, conformément à l'article 84.1 du Code des Marchés Publics, ledit procès-verbal ne peut être rendu public, ni communiqué aux candidats ou à quiconque n'ayant pas qualité pour participer à la procédure d'évaluation.
 - b) Suite à cette réponse de la SNHLM, le candidat EGB a saisi l'ARMP par une lettre de réclamation en date du 21 Janvier 2015 ;
 - c) L'ARMP a alors notifié à la SNHLM (lettre n°200/ARMP/CRD/DG/DEI-ly du 30/01/2015) la copie de la Décision n°023/ARMP/CRD du 29 Janvier 2015 portant suspension de la procédure ; elle a aussi saisi la SNHLM (lettre n° 199/ARMP/CRD/DG/CEI-ly du 30/01/2015) pour qu'elle lui remette un certain nombre de documents afin qu'elle puisse se prononcer sur ce dossier ;
 - d) La SNHLM a répondu à l'ARMP (lettre n° 0355/SNHLM du 04/02/2015) tout en précisant à l'ARMP les lots soumissionnés par EGB, les motifs de son recours gracieux et les raisons pour lesquelles son offre n'a pas été retenue ;
 - e) Par lettre n° 00464/ARMP/CRD/DG/CEI-ly du 04 Mars 2015, l'ARMP a notifié à la SNHLM la Décision n° 052/15/ARMP/CRD du 25/02/2015 relative au recours de la société EGB ; le CRD :
 - 1) Constate que l'entreprise EGB a présenté son offre financière pour les lots 02, 03, 06 et 07 sans y adjoindre le Bordereau des Prix Unitaire requis à la clause 31.1 des IC ;
 - 2) Dit que l'absence du Bordereau des Prix Unitaire est un motif de rejet au regard des dispositions du dossier d'appel d'offres ;

- 3) Déclare l'offre financière d'EGB non conforme pour les lots 02, 03, 06 et 07 ;
- 4) Dit, en conséquence, que la décision de la Commission des Marchés Publics d'écarter l'offre du requérant est fondé ;
- 5) Ordonne la continuation de la procédure de passation du marché et la confiscation de la consignation ;
- 6) Dit que le Directeur Général de l'ARMP est chargé de notifier à la société EGB, à la SNHLM, ainsi qu'à la DCMP, la présente décision qui sera publiée dans le portail des marchés publics.

La décision du Comité de Règlement des Différents n'est intervenue que trente-cinq (35) jours après la réception du recours du candidat.

2. Recours de l'entreprise E.E.R.I par lettre n° 1482/ST/OT/ats du 16 Janvier 2015 demandant à connaître les conditions d'attribution du marché ;
 - a) Non satisfaite de la réponse de la SNHLM, suivant la correspondance du 22 Janvier 2015, le candidat E.E.R.I a saisi le CRD d'un recours contentieux par courrier du 28 Janvier 2015, reçu le 29 Janvier 2015 ;
 - b) L'ARMP, ayant constaté que l'entreprise E.E.R.I SA a introduit son recours auprès du CRD au-delà des délais règlementaires, le déclare, en conséquence, irrecevable par la Décision 028/15/ARMP/CRD du 04 Février 2015 (lettre n° 200/ARMP/CRD/DG/CD RAJ du 06 Février 2015).
3. Le candidat « Compagnie Commerciale & Immobilière du Sénégal (CCIS) demande par la lettre (sans numéro) du 15 Janvier 2015, les raisons qui font que son offre n'a pas été retenue ;
4. En réaction à la réponse par la SNHLM au recours du 15 Janvier 2015, réfute les arguments évoqués (non-conformité de l'Attestation de ligne de crédit et liste du matériel & formulaires à remplir) car tout ceci a été fourni. Aussi, la CCIS demande à la SNHLM de revoir les attributions pour les rétablir dans leurs droits.

Tous les recours ont été traités conformément à la réglementation par l'Autorité Contractante

Apparemment les requérants connaissent les règles prévues en matière de recours.

M3/ Travaux de terrassement généraux complémentaires des Parcelles Assainies de Keur Massar Rufisque 3

Une lettre de réclamation du groupement HOLDING GUEYE S.A et S.HY.B. datée du 10 Juillet 2014 sur la rétention de l'offre de ROBOTECH au détriment de leur offre moins disant. Le HOLDING GUEYE sollicite dans ce courrier le réexamen de leur dossier et demande à la SNHLM de fournir des arguments concrets ayant entraîné le rejet de leur offre sous peine d'utiliser les voies et moyens de recours légaux auxquels il a droit.

7-7 Constats relatifs à l'exécution financière

Des retards de paiement ont été constatés sur différents marchés.

Les paiements des prestations effectués sont fait essentiellement par chèque ou virement après certification des services fait et en s'assurant que :

- les règlements soient effectués dans les délais ;
- les règlements soient justifiés et conformes ;
- les règlements soient conformes avec les termes du contrat ;
- les dates d'échéances de paiement soient définies et respectées.
- Le budget est respecté.

Pour ce qui est des décomptes de travaux, la procédure de paiement, spécifiée dans le nouveau manuel de procédures, comprend 26 étapes en passant par l'envoi au DG de ces décomptes, à l'établissement des documents règlement par la DFC jusqu'à la conservation des liasses de paiement par celle-ci.

7-8 Constats relatifs à l'audit physique (matérialité, exécution physique)

Il s'agit pour l'audit physique de :

- contrôler, dans le cadre d'une procédure spécifique, la matérialité et la conformité des travaux / fournitures / équipements.
- contrôler, lorsque cette procédure est applicable (biens d'équipement, prestations intellectuelles appuyées par un rapport), la matérialité des prestations par des audits physiques « sur le terrain ».
- contrôler l'existence et le caractère fonctionnel de la Comptabilité des Matières.

Cette vérification sera effectuée in situ sur le terrain, et par rapprochement des données comptables et des P.V de réception.

7.8.1 Sélection

La vérification physique des travaux portera sur les marchés suivants :

Réf du marché	Objet du marché	Type de marché	Mode de passation	Titulaire	Montant
T_DT_012	Construction de 565 logements au parcelles assainies de Diamnadio Sud (uv 1,2,et 6)	Travaux	Appel d'Offres Ouvert	lot 1: CSTP SA	lot1: 1 243 681 450
				lot 2: REBOTECH SARL	lot 2: 492 538 186
				lot3: REBOTECH SARL	lot 3: 692 179 132
				lot 4: GROUPEMENT SGTT ET BDT DABAKH	lot4: 797 591 349
				lot 5: KOUNTA FALL ENTREPRISE	lot 5: 897 966 166
				lot 6: GROUPEMENT SGTT ET BDT DABAKH	lot 6: 712 469 855
				lot 7: KOUNTA FALL ENTREPRISE	lot 7: 718 068 244
				lot 8: SSBS	lot 8: 800 005 146
				lot 9: CEC	lot 9: 746 396 499
				lot 10: CSTP SA	lot 10: 1 301 034 562

T_DT_005	Terrassements généraux complémentaires des Parcelles Assainies de Keur Massar III (Kounoune II)	Travaux	Appel d'Offres Ouvert	REBOTECH SARL	336 000 227
-----------------	---	---------	-----------------------	---------------	-------------

7.8.2 Travaux à effectuer

Les travaux se feront sur le terrain et vont porter sur la réalisation effective des prestations, sur le déroulement des chantiers, la tenue des PV des réunions, la détection des cas manifestes et significatifs de malfaçons, de livraisons fictives ou non conformes.

7.8.3 Résultats

Les résultats relatifs l'audit physique seront connus après la visite de l'expert commis à cet effet (se reporter au Rapport sur l'Inventaire physique).

8.SYNTHESE DES NON CONFORMITES ET RECOMMANDATIONS

8- Synthèse des non conformités et recommandations

VIOLATIONS	RECOMMANDATIONS	Réponses SN HLM
Le service d'audit n'a pas encore procédé au contrôle des procédures de passation des marchés	<i>Impliquer les services d'audit interne aux missions externes de revue de la mise en œuvre des procédures de passation des marchés.</i> <i>Prévoir dans les missions de la CAI, la revue périodique, ou de manière inopinée, de la mise en œuvre des procédures de passation des marchés.</i>	La structure Audit Interne est restée longtemps inopérante. Ses missions ont été redéfinies et l'audit de la passation des marchés est pris en compte dans la nouvelle lettre de mission.
Pas de tenue d'un journal des stocks ; Pas de fiche d'Entrée : c'est le Bordereau de Livraison qui est utilisé en lieu et place (les Entrées sont consignées à partir de la liasse composée du Bon de Commande, du Bordereau de Livraison et du Procès-verbal de réception)	<i>Organiser la comptabilité matières pour une meilleure tenue des stocks ;</i> <i>Mettre en place les documents nécessaires à la tenue de la comptabilité matière</i>	La SN HLM prend bonne note des observations. Actuellement, elle est en train de mettre en place un service de comptabilité matières pour prendre en compte cet aspect des acquisitions.
non élaboration du rapport annuel de la CPM non élaboration des rapports trimestriels de la CPM	<i>Elaborer les rapports annuels et trimestriels de la CPM</i>	Les rapports ont été établis et bien transmis à l'ARMP.
La CPM ne dispose pas d'un local d'archivage	<i>Mettre à la disposition de la CPM un local plus spacieux et plus opérationnel ;</i>	La SN HLM s'engage à prendre les dispositions utiles pour remédier à cette situation.
les situations de paiement et les documents de demande de cotation ne sont pas tous centralisés au niveau de la CPM.	<i>Centraliser les documents de passations des marchés au niveau de la CPM</i>	Les procédures ne prévoyaient pas la centralisation des documents de passation au niveau de la CPM. Toutefois, la SN HLM y a remédié par une note de service signée du DG qui permet à la CPM de disposer desdits documents. Cf. : copie note jointe.
Les documents relatifs aux demandes de cotation ne sont pas tous centralisés ni contrôlés par la CPM.	<i>Renforcer les missions de la CPM dans le contrôle des demandes de cotation</i>	La SN HLM prend bonne note.
Sollicitation simultanée des prestataires	<i>Produire des documents probants attestant de la sollicitation simultanée, par écrit, des prix auprès d'au moins cinq (05) entreprises (Art 78 du CMP) ;</i>	La SN HLM respecte les dispositions de l'article 78 du code des marchés.

le délai de cinq jours francs n'est pas toujours respecté pour la tenue des réunions de la CM	<i>Respecter le délai de cinq jours francs pour convoquer les membres de la CM.</i>	La SN HLM prend bonne note.
Date et heure d'ouverture des plis	<i>Respecter les dates et heures d'ouverture des offres ;</i>	Elles sont toujours respectées.
Report de réunion	<i>Donner les raisons du report de toute réunion dont les convocations sont déjà lancées</i>	La législation ne fait pas obligation à l'Autorité Contractante de justifier les raisons des reports de réunions. Toutefois, si un report résulte d'une modification quelconque du cahier de charge, les candidats sont informés par additif qui leur est transmis et publié au quotidien « Le Soleil ».
Le PV d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux différents soumissionnaires	<i>Transmettre les PVO aux soumissionnaires</i>	Les Procès Verbaux d'Ouverture sont transmis séance tenante aux soumissionnaires.
Bien renseigner les PVO	<i>Mettre toutes les informations attestant du respect de l'Article 67 du CMP</i>	Les Procès Verbaux d'Ouverture sont renseignés selon les normes admises par le Code des Marchés Publics.
Rigueur dans l'évaluation des offres	<i>Veiller à l'examen détaillée et minutieuse des soumissions conformément au dossier d'appel à la concurrence</i>	La SN HLM examine de manière minutieuse les soumissions.
Non publication des résultats de la DRP sur le site des marchés	<i>publier les résultats de la DRP sur le site des marchés publics</i>	Les résultats sont bel et bien publiés sur le site des marchés publics. Cf. : copies jointes.
Pas de dates des différentes étapes	<i>Signer et dater tout document produit à l'issue de chaque étape de la procédure de passation</i>	Tous les documents sont signés et datés à l'issue de chaque procédure (PVO, Rapport d'Evaluation, PVA, Contrat et Lettres de saisine).
Dépassement du Délai d'approbation	<i>Approuver les marchés dans les délais requis.</i>	La SN HLM prend bonne note.
Non publication de l'avis d'attribution définitive	<i>Respecter toutes les étapes de la procédure</i>	La SN HLM prend bonne note.
Solliciter l'autorisation de la DCMP en cas de dépassement éventuel du délai de 15 jours prévu pour l'évaluation des offres	<i>Respecter le délai d'évaluation des offres (15 jours au maximum</i>	La SN HLM prend bonne note.
Montant de la lettre de soumission différent de celui	<i>Examiner minutieusement tous les documents de soumission.</i>	Cette situation arrive fréquemment dans les soumissions. Toutefois, la

du bordereau des prix		commission des marchés ne procède qu'à la lecture des informations contenues dans la lettre de soumission. Il appartient au comité technique d'évaluation d'examiner dans les délais les montants qui figurent dans les détails les montants qui figurent dans les bordereaux des prix. C'est pour cette raison qu'il est prévu la correction des erreurs arithmétiques par le CMP.
Accusés de réception non archivés	<i>Archiver tout document attestant du respect de la procédure de passation de marché</i>	La SN HLM prend bonne note.
Information des candidats non retenus	<i>Informers les candidats non retenus dès l'attribution du marché</i>	Ils sont immédiatement informés mais la SN HLM est confrontée à un problème d'archivage des documents.
Garanties non archivées	<i>Archiver tout document exigé à l'une quelconque des étapes de la procédure</i>	Elles sont archivées au niveau de la Direction Financière et Comptable. Toutefois, avec les nouvelles dispositions prises, dorénavant l'archivage se fera au niveau de la CPM.
Elaboration des contrats	<i>S'appliquer à une rédaction sans faille des contrats prenant en compte tous les aspects importants pour l'exécution des marchés (ex : délai d'exécution)</i>	La SN HLM s'efforce à rédiger les contrats conformément aux dispositions du CMP.
Retard de 07 mois pour le démarrage des prestations dû à des tensions de trésorerie	<i>S'assurer de l'existence de crédits budgétaires suffisants</i>	L'existence de crédits budgétaires n'est pas liée à la situation de la trésorerie mais plutôt au budget régulièrement voté par le Conseil d'Administration. Toutefois, en milieu d'exercice, il peut subvenir des tensions liées aux impayés de créances des clients.
Retard dans l'exécution des prestations	<i>Respecter les délais contractuels. Appliquer les pénalités de retard.</i>	La SN HLM prend bonne note.
Long déroulement de la procédure de passation de la DRP (2 mois)	<i>Veiller à dérouler la procédure de passation des marchés dans les délais optima.</i>	La SN HLM prend bonne note.
Commission de réception	<i>Disposer d'une seule et unique « Commission de réception » pour toutes les acquisitions et services</i>	La SN HLM dispose d'une commission chargée de vérifier et de réceptionner tous les services et fournitures.

9. Suivi des recommandations antérieures

9- Suivi des recommandations antérieures 9 audit de l'exercice 2012

En exploitant le rapport de l'audit de 2012 sur les marchés passés par la SN HLM, nous avons pu dresser la situation suivante :

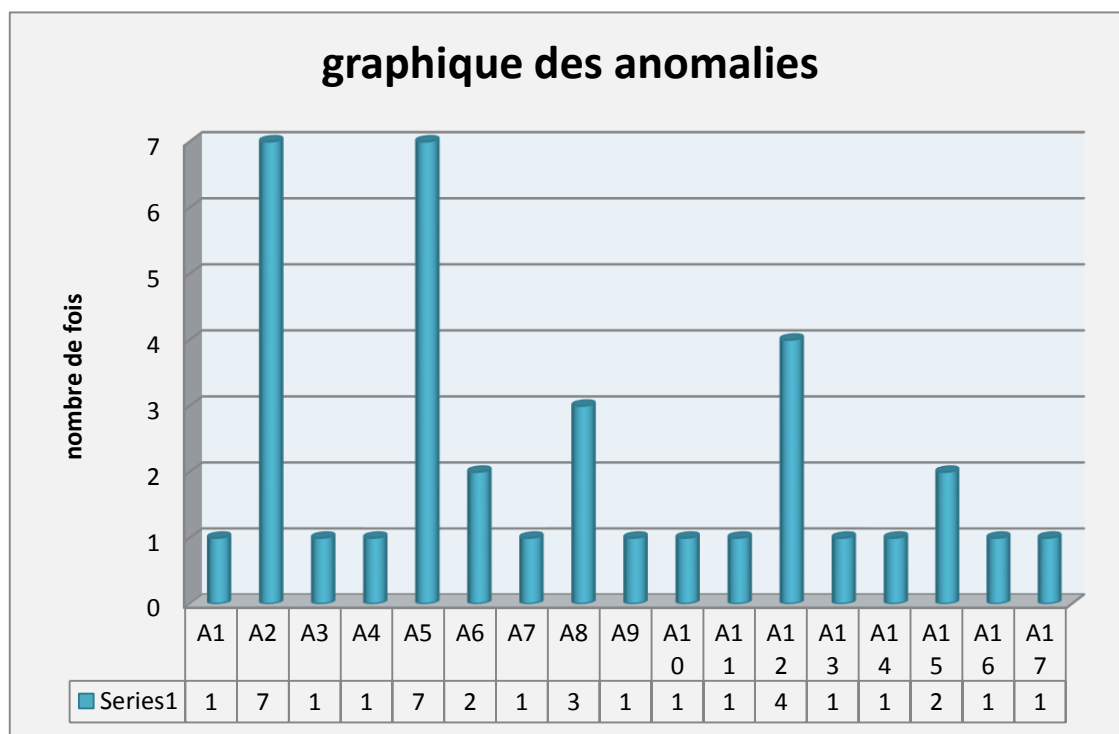
Violations constatées en 2012	Recommandations tirées des violations constatées	Suivi des recommandations
Non production du rapport annuel de la CPM	Produire le rapport annuel de la CPM.	Reconduite en 2014
Carence documentaire : <ul style="list-style-type: none">- Lettres d'invitation des DRP- documents de paiement.- PV de réception	Archiver les documents de passations des marchés.	Reconduite en 2014
Manuel de procédures ne prend pas en compte celles de passation des marchés	Elaborer un manuel de procédures qui prend en compte celles de passation des marchés	Manuel de procédures élaboré et en cours de validation
Non respect des délais contractuels.	Respecter les délais spécifiés dans les contrats	Reconduite en 2014

10. Statistiques des anomalies

10- Statistiques des anomalies

ANOMALIES		AOO			DRP						M10	Total
		M1	M2	M3	M4	M5	M6	M7	M8	M9		
Insuffisance de spécifications techniques	A1				1							1
le délai de cinq jours francs n'est pas toujours pas respecté pour la tenue des réunions de la CM	A2			1	1	1	1	1	1		1	7
Le PV d'ouverture des plis n'a pas été transmis aux différents soumissionnaires	A3	1										1
Bien renseigner les PVO	A4											
Non publication des résultats de la DRP sur le site des marchés	A5				1	1	1	1	1	1	1	7
Renseigner les dates des différentes étapes	A6	1		1								2
Dépassement du Délai d'approbation	A7			1								1
Non publication de l'avis d'attribution définitive	A8	1	1	1								3
Solliciter l'autorisation de la DCMP en cas de dépassement éventuel du délai de 15 jours prévu pour l'évaluation des offres	A9	1										1
Montant de la lettre de soumission différent de celui du bordereau des prix	A10								1			1
Feuille de présences non signée par le représentant du Contrôle financier	A1 1					1						1
Accusés de réception	A1			1	1	1					1	4

non archives	2											
Retard de 21 jours pour notifier aux candidats non retenus	A13				1							1
Garanties non archivées	A14	1										1
Retard non justifiés de 07 mois pour le démarrage des prestations	A15			1		1						2
Retard dans l'exécution des prestations	A1 6								1			1
Long déroulement de la procédure de passation de la DRP (3 mois)	A1 7						1					1
TOTAL												



ANNEXES

ANNEXES :

1. LISTE DES MARCHÉS DE LA GESTION 2014

	Réf PPM	Intitulé du marché	Type de marché	Mode	Titulaire	Montant TTC
Direction du Système d'informations						
1	S_DSI_034	Maintenance du parc informatique de la SN HLM	Services courants	DRP	Carrefour Des Solutions Informatiques	11 788 200
2	F_DSI_036	Acquisition de matériel informatique pour la SNHLM	Fournitures	DRP	SESA technologies	29 481 946
Direction des Ressources Humaines et de l'Administration Générale						
3	F_DRHA GE_063	Fourniture de bureau et consommable informatique	Fournitures	AOO	lot 1: SAREDICA	8 743 735
					lot 2: African Business Networks	19 972 326
4	F_DRHA GE_005	Sélection d'une compagnie d'assurance pour la flotte automobile de la SNHLM	Services courants	DRP	CNART assurance	9 888 458
5	F_DRHA GE_082	Fourniture de matériel pour le système de pointage au niveau du siège de la SNHLM	Fournitures	DRP	ELEC 2000	2 920 500
6	F_DRHA GE_083	Fourniture de calendrier pour la SN HLM	Fournitures	DRP	XCOM	3 538 820
7	S_DRHA GE_032	Service de nettoyage des bureaux du siège de la SN HLM	Services courants	DRP	YETA SERVICES	9 056 736
8	S_DRHA GE_033	fourniture de produits d'entretien des agences régionales de la SN HLM	Fournitures	DRP	GIE QUALITE LA	2 706 802
9	S_DRHA GE_051	Confection de carnets de 18 tickets déjeuner petit déjeuner en impression bleue verte rose et 20 tickets petit déjeuner en impression noire	Fournitures	DRP	IMPRIMERIE SALAM	651 950
10	S_DRHA GE_053	Sélection d'une compagnie pour l'assurance multirisque professionnelle et l'assurance responsabilité civile exploitation et assurance propriétaires d'immeubles	Services courants	AOO	ASKIA ASSURANCE	9 154 275
11	S_DRHA GE_055	Acquisition du matériel et mobilier de bureau pour le siège et les agences régionales de la SNHLM	Fournitures	DRP	DABAKH OFFICE	15 564 200
12	S_DRHA GE_057	Fourniture de médailles et de diplômes pour la SNHLM	Fournitures	DRP	SEN SERVICE	758 150
Direction Technique						

13	T_DT_020	Travaux de voirie et drainage des eaux pluviales des Parcelles Assainies de NGALLELE	Travaux	AOO		
14	C_DT_013	Contrôle technique de 565 logements aux parcelles assainies de Diamniadio Sud (UV 1,2, et 6)	PI	AMI	APAVE	26 786 000
15	C_DT_025	Etude des terrassements généraux, de voirie, de drainage des eaux pluviales et d'assainissement des eaux usées des parcelles assainies de Kantène (Ziguinchor)	PI	AMI		
16	C_DT_026	Etudes d'électrification des Parcelles Assainies de Kantène (Ziguinchor)	PI	DRP	COREX	7 773 250
17	C_DT_040	Etudes des lots techniques des immeubles à Patte d'Oie	PI	DRP		
18	C_DT_041	Etudes bétons armés des immeubles à Patte d'Oie	PI	DRP		
19	C_DT_054	Avis technique sur existant de l'immeuble 44 (R+4) sis au hlm Fass Paillote et du Batiment abritant l'infirmerie du siège de la SNHLM	PI	DRP	APAVE	1 652 000
20	S_DT_047	Maintenance des climatiseurs split du siège de la SNHLM	Travaux	DRP	CFE INGENIERIE	7 227 500
21	T_DT_003	Transformation bureaux n°5 5A 6 8 10 11 12 13 14 15 15A 16 et 16A de la DC et du bureau n°49 de la DT	Travaux	DRP	CABAT	24 636 642
22	T_DT_004	Travaux de drainage des eaux pluviales des Parcelles Assainies de Keur Massar Rufisque 1	Travaux	AOO	Groupelement SIMCO/SGTT LE TAIF	748 157 082
23	T_DT_005	Terrassements généraux complémentaires des Parcelles Assainies de Keur Massar III (Kounoune II)	Travaux	AOO	REBOTECH SARL	336 000 227
24	T_DT_009	Travaux d'électrification des PA de Diamniadio (uv 01, 02 et 06)	Travaux	AOO		
25	T_DT_010	Travaux d'adduction en eau potable des PA de Diamniadio (uv 01, 02 et 06)	Travaux	AOO		
26	T_DT_012	Construction de 565 logements aux parcelles assainies de Diamniadio Sud (uv 1,2, et 6)	Travaux	AOO	lot 1: CSTP SA lot 2: REBOTECH SARL lot3: REBOTECH SARL lot 4: Groupelement SGTT ET BDT DABAKH lot 5: KOUNTA FALL Entreprise	1 243 681 450 492 538 186 692 179 132 797 591 349 897 966 166

GROUPEMENT CABINET J. MONTEIL & CIE / MAMADOU BARRY

					lot 6: Groupement SGTT ET BDT DABAKH	712 469 855
					lot 7: KOUNTA FALL Entreprise	718 068 244
					lot 8: SSBS	800 005 146
					lot 9: CEC	746 396 499
					lot 10: CSTP SA	1 301 034 562
27	T_DT_014	Voirie des logements de bongré et de Nioro (kaolack)	Travaux	AOO	KOUNTA FALL Entreprise	80 898 654
28	T_DT_015	Achèvement des travaux de construction de logements à Kénia (Ziguinchor)	Travaux	AOO	DA ROSA	374 572 616
29	T_DT_042	Travaux de construction de 1000 logements à Dakar	Travaux	AOO		371 468 746
30	T_DT_050	Bornage parcellaire des réserves de Tamba et Kédougou	Travaux	DRP	Mamadou GUEYE, géomètre expert	2 494 520
31	T_DT_062	Réalisation d'un mur de clôture sur une partie du TF N° 1664/NGA aux HLM Patte d'oie	Travaux	DRP	EMC	15 458 592
32	T_DT_065	Réalisation d'une piste de production sur la voie d'accès n°1 de la RN1 au projet de Diamniadio Sud	Travaux	DRP	BITUCOM SENEGAL	49 836 488
33	T_DT_066	Reprise de l'installation en eau potable et de l'évacuation des eaux usées du siège de la SNHLM	Travaux	DRP	OMNIBAT	15 442 023
34	T_DT_074	Réalisation de la voirie d'accès des Parcelle Assainies de Keur Massar Rufisque 3	Travaux	DRP	REBOTECH SARL	24 776 224
35	T_DT_080	Réalisation des voies de dessertes (pistes) des PA de Diamniadio (UV 01 et 02)	Travaux	AOO		
36	T_DT_081	Achèvement des travaux de terrassement généraux des PA de Thiès Extension	Travaux	AOO	ATEX	38 137 600
						10 265 451 698

2. Réponses de l'autorité Contractante